



**អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា**

Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia

Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens

**ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា  
ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ**

Kingdom of Cambodia

Nation Religion King

Royaume du Cambodge

Nation Religion Roi

**អង្គជំនុំជម្រះសាលាដំបូង**

Trial Chamber

Chambre de première instance

**ឯកសារដើម**

**ORIGINAL/ORIGINAL**

ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ (Date): 31-Jan-2013, 14:08

CMS/CFO: Sann Rada

TRANSCRIPTION - PROCÈS  
PUBLIC

Dossier n° 002/19-09-2007-CETC/CPI

24 janvier 2013

Journée d'audience n° 151

Devant les juges :

NIL Nonn, Président  
YA Sokhan  
Silvia CARTWRIGHT  
Jean-Marc LAVERGNE  
YOU Ottara  
THOU Mony (suppléant)  
Claudia FENZ (suppléante)

Pour la Chambre de première instance :

DUCH Phary  
Faiza ZOUAKRI  
Matteo CRIPPA

Pour le Bureau des co-procureurs :

Keith RAYNOR  
VENG Huot

Pour la Section de l'administration judiciaire :

UCH Arun  
SOUR Sotheavy

Les accusés :

IENG Sary

Pour les accusés :

SON Arun  
Victor KOPPE  
ANG Udom  
Michael G. KARNAVAS  
KONG Sam Onn  
Anta GUISSÉ

Pour les parties civiles :

PICH Ang  
Élisabeth SIMONNEAU-FORT  
LOR Chunthy  
TY Srinna  
SIN Soworn  
VEN Pov

## Tableau des intervenants

Langue utilisée sauf indication contraire dans le procès-verbal d'audience

Intervenants	Langue
Mme la juge CARTWRIGHT	Anglais
Me GUISSÉ	Français
Me KARNAVAS	Anglais
Me KOPPE	Anglais
M. le juge Président NIL NONN	Khmer
Me PICH ANG	Khmer
M. RAYNOR	Anglais
Me SIMONNEAU-FORT	Français

1

1 PROCÈS-VERBAL

2 (Début de l'audience: 09h02)

3 M. LE PRÉSIDENT:

4 Veuillez vous asseoir. L'audience est ouverte.

5 La parole va être donnée à l'Accusation, mais, avant cela, je

6 prie Duch Phary de faire rapport sur la présence des parties à

7 l'audience.

8 LE GREFFIER:

9 Monsieur le Président, aujourd'hui, toutes les parties sont

10 présentes, sauf l'accusé Ieng Sary, lequel se trouve dans la

11 cellule temporaire du sous-sol pour raisons de santé.

12 Les deux autres accusés, Nuon Chea et Khieu Samphan, sont absents

13 pour raisons de santé. Toutefois, les documents E258/2 et E223/4

14 ont été déposés, par lesquels les deux accusés renoncent à leur

15 droit d'être présent pour l'audience relative aux documents

16 aujourd'hui.

17 [09.04.45]

18 M. LE PRÉSIDENT:

19 Merci.

20 La parole est à l'Accusation, qui pourra continuer de présenter

21 les documents.

22 M. RAYNOR:

23 Bonjour, Mesdames, Messieurs les juges, et merci.

24 Je vais tout d'abord récapituler la nature des documents dont

25 nous parlions hier.

2

1 E3/781, document du PCK en date de septembre 75. Je rappelle à  
2 nouveau la description du document: "Examen du contrôle et de la  
3 mise en œuvre de la ligne politique concernant le redressement de  
4 l'économie et les préparatifs pour l'édification du pays dans  
5 tous les secteurs."

6 Je voudrais tout d'abord citer un extrait: en khmer, 00072373; en  
7 français, 00543749; et, en anglais, 00523573. Rappelez-vous que,  
8 dans cette partie du document, il est question des diguettes de  
9 rizières. Je vais lire:

10 "Pourquoi construisons-nous ces diguettes? Pas seulement pour  
11 contenir l'eau et maintenir la fertilité du sol. Ces diguettes  
12 servent à transformer la campagne, à l'améliorer et à améliorer  
13 la société."

14 [09.07.07]

15 Même page en khmer et en français - par contre, en anglais, on  
16 est passé à la page 00523574 -, une question est ici posée par  
17 l'auteur du document: "Où faut-il rassembler les forces du  
18 peuple?"

19 La réponse est à la ligne suivante: "Nous devons le faire partout  
20 où le sol est bon, fertile et propice, mais pas là où les  
21 conditions sont difficiles et où le sol n'est pas bon."

22 Extrait suivant - il porte sur l'eau: en khmer, 00072374; en  
23 français, 00543750; en anglais, 00523574: "À Battambang, en 1976,  
24 nous avons besoin d'eau dans toutes les basses-terres. La plupart  
25 de ces basses-terres ont accès à des sources d'eau régulières."

3

1    Même page, encadré rouge suivant, il y a une phrase simple qui se  
2    lit comme suit: "En 1977, nous devons obtenir 3 tonnes par  
3    hectare."  
4    [09.08.56]  
5    Ensuite - ERN khmer, 00072376; en français, 00543752; en anglais,  
6    00523576:  
7    "Selon les estimations, aujourd'hui, notre main-d'œuvre compte 5  
8    millions de personnes. Ces forces ont été déplacées pour  
9    accomplir diverses tâches. À présent, il en reste 4 700 000. Une  
10   partie d'entre eux doivent être utilisés pour la production  
11   d'hévéas, de canne à sucre, et il reste encore 4 millions de  
12   personnes. Nous devons cultiver 3 millions d'hectares de terres.  
13   Si l'on élargit cette surface, on atteint 4 millions d'hectares."  
14   Extrait suivant: 00072381 en khmer; en français, 00543755; et, en  
15   anglais, 00523579. Ici, il y a un titre qui se lit "Utilisation  
16   et organisation de la main-d'œuvre":  
17   "Dans le passé, à certains endroits, les forces de la  
18   main-d'œuvre ont bien été organisées. Il ne restait jamais de  
19   forces inutilisées. La répartition de la main-d'œuvre doit  
20   s'effectuer de façon appropriée à chaque endroit. La main-d'œuvre  
21   se divise en groupes qui travaillent selon un plan avec à leur  
22   tête un chef d'équipe, ce qui crée une ambiance joyeuse et  
23   solidaire. Cette manière de faire est une expérience positive  
24   caractérisée comme constituant un travail scientifique. Cette  
25   expérience doit être diffusée et étudiée. En organisant les

4

1 forces ainsi, le nouveau groupe de Phnom Penh peut travailler  
2 avec les autres.

3 "D'après une autre expérience, on a affecté les forces du peuple  
4 à aller travailler en masses à un endroit où il y a de la bonne  
5 eau qui permet de travailler vigoureusement."

6 [09.12.28]

7 Extrait suivant: 00072382; en français, 00543755 et 56; et, en  
8 anglais, 00523580. L'auteur du document effectue à présent une  
9 comparaison entre le secteur 15, qui est bien plus près de Phnom  
10 Penh, et le Nord-Ouest. Je lis:

11 "Dans le secteur 15, l'objectif doit être d'utiliser de 30 000 à  
12 40 000 personnes pour les faire travailler le long de la route  
13 numéro 5. Là, nous pouvons obtenir 1 tonne par hectare. Dans le  
14 Nord-Ouest, nous pouvons obtenir de 3 à 4 tonnes."

15 Extrait suivant: en khmer, 00072394; en français, 00543764; et,  
16 en anglais, 00523588:

17 "Plus tard, nous allons éliminer les villages. Ils ne seront plus  
18 autorisés. Nous allons organiser à la place des collectifs, et  
19 donc les comités de villages et de communes se situeront à  
20 l'intérieur de la coopérative. La commune n'aura donc pas besoin  
21 de capitaux distincts; elle utilisera le capital de la  
22 coopérative."

23 [09.14.59]

24 Extrait suivant - en khmer, 00072397; en français, 00543766;  
25 00523590 en anglais:

5

1 "Dans la zone Nord-Ouest, il faut ajouter des forces

2 supplémentaires de 500 000 personnes.

3 "Preah Vihear a demandé 50 000 personnes dans un premier temps. À

4 Preah Vihear, il est possible de trouver une solution au problème

5 du ravitaillement. À Preah Vihear, il y a déjà 70 000 personnes

6 du peuple ancien. Commençons par en envoyer 20 000, et on verra

7 après.

8 "Dans le Nord, ils ont besoin de gens pour les fournir à la

9 province de Kampong Thom.

10 "L'Est a aussi besoin de forces pour les secteurs qui sont peu

11 peuplés.

12 "Chaque zone doit donc s'organiser en évitant des déséquilibres.

13 Il faut déterminer combien de gens doivent être affectés au

14 niveau supérieur et combien de gens doivent être transférés

15 ailleurs."

16 J'en ai terminé pour ce document.

17 [09.17.01]

18 Document suivant: E190.1.318 - en khmer, 00708573; en français,

19 00780515; et, en anglais, 00005151. C'est un article du

20 journaliste William Shawcross, article publié dans la "Far

21 Eastern Economic Review" le 2 janvier 76. Il est question des

22 informations émanant des réfugiés qui arrivent à présent en

23 Thaïlande au rythme d'une trentaine par semaine. Premier extrait

24 à propos des réfugiés:

25 "En réalité, ils sont d'accord avec la radio de Phnom Penh sur

6

1 une chose: tous les aspects de la vie sont désormais subordonnés  
2 à la production de riz. 'Cultivez, cultivez tout', dit la radio.  
3 'Une attention particulière doit être accordée au riz car le riz,  
4 c'est tout. Le riz est synonyme d'acier, d'usines, d'énergie, de  
5 carburant et de tracteurs.' La radio, qui est la seule source de  
6 nouvelles officielles du Cambodge aujourd'hui, reconnaît que les  
7 conditions ont été mauvaises à certains endroits, notamment à  
8 Preah Vihear. Malgré tout, la récolte actuelle est considérée  
9 comme la meilleure de tous les temps, malgré un repiquage tardif  
10 (fin avril et tout au long du mois de mai) par une main-d'œuvre  
11 non-qualifiée et de mauvaise volonté."

12 [09.20.24]

13 Extrait suivant - il n'y a pas d'encadré rouge, mais ça se trouve  
14 à la même page:

15 "Ieng Sary a dit aux Thaïlandais que le Cambodge était résolu à  
16 devenir autosuffisant en matière de riz, et un des moyens d'y  
17 parvenir semble être un deuxième grand exode de la population.  
18 Les réfugiés disent que, ces deux derniers mois, quelque 300 000  
19 évacués de Phnom Penh ont été à nouveau déplacés, vers la  
20 province de Battambang, cette fois.  
21 "Apparemment, le déplacement s'est fait en partie en bateau et en  
22 partie en train. Un nombre tout juste suffisant de personnes est  
23 resté dans les provinces au sud et à l'est de Phnom Penh pour  
24 récolter le riz qu'ils avaient repiqué avec leurs compagnons au  
25 début de l'été. Les autres ont été envoyés dans la région la plus



7

1 fertile du pays pour étendre la superficie des cultures de saison  
2 sèche de l'an prochain."  
3 J'en ai fini pour ce document.  
4 [09.22.53]  
5 Document suivant: D199/46.2.814... ou, plutôt, 184, [se reprend  
6 l'interprète] - en khmer, 00548749; en français, 00389829; et, en  
7 anglais, 00519810. Il s'agit d'un article de presse de l'AFP. La  
8 date en est le 21 janvier 76. Titre: "Cambodge: nouvelles et  
9 meurtrières déportations, selon le 'New York Times'". Voici le  
10 corps du texte:  
11 "Le 'New York Times' écrit mercredi, dans une dépêche datée de la  
12 petite ville frontalière thaïlandaise d'Aranyaprathet, que des  
13 centaines de milliers de Cambodgiens sont à nouveau déportés d'un  
14 bout à l'autre du pays et que beaucoup d'entre eux ont péri au  
15 cours de ces voyages effectués dans des conditions très dures.  
16 "La plupart des déportations se font vers la province dépeuplée  
17 et sous-développée de Battambang, dans le Nord-Est du Cambodge,  
18 poursuit le quotidien newyorkais. D'après un réfugié évadé du  
19 pays le 6 janvier, un grand nombre de ces déportés, dont la  
20 plupart sont des paysans, souffrent de paludisme, de typhoïde, de  
21 choléra et de dysenterie. Selon le réfugié, un infirmier de 33  
22 ans, 600 réfugiés sont morts le mois de leur arrivée dans la  
23 région de Phnom Srok, où il se trouvait.  
24 [09.26.23]  
25 "Les nouvelles déportations, organisées à une vaste échelle comme

1   celles de Phnom Penh en avril dernier, auraient commencé fin  
2   octobre, début novembre, écrit le journal.  
3   "D'après les témoignages recueillis par le 'New York Times', les  
4   déportés n'ont souvent le droit de se nourrir que de riz et sont  
5   escortés par des soldats armés. Ceux qui se déplacent en train  
6   sont entassés dans des wagons de marchandise 'comme des poissons  
7   dans une boîte de conserve', selon une réfugiée. D'autres  
8   déportés font le voyage vers leur nouvelle destination à pieds,  
9   dans des charrettes tirées par des bœufs ou en camion. Un grand  
10   nombre de déportés sont morts, soit de maladie, soit  
11   d'épuisement, au cours des voyages, qui s'étalent souvent sur de  
12   nombreux jours."  
13   Document suivant: E3/1181 - en khmer, 00214486; en français,  
14   00612289; et, en anglais, 00223175. Il s'agit d'un rapport  
15   intitulé "Vue d'ensemble du secteur 5 de la zone Nord-Ouest".  
16   Nous sommes à présent le 27 juin 77. Autrement dit, ce document  
17   présente les effets des déplacements du point de vue du niveau de  
18   population des différents districts de la zone Nord-Ouest.  
19   Dans le secteur 5, voici ce que nous lisons: "La population du  
20   secteur 5 s'élève à 377 500 personnes."  
21   [09.29.21]  
22   Ensuite, il y a un sous-titre: "Les aspects généraux de chaque  
23   district".  
24   On commence par Thma Puok; c'est à la page 00214488 en khmer; en  
25   français, 00612290; l'ERN anglais n'a pas changé. À Thma Puok,

9

1    selon ce document - et ici, je lis - "la majorité de la  
2    population de ce district a été récemment libérée au mois de  
3    janvier ou février 75. À hauteur de près de 100 pour cent, ce  
4    sont tous des gens de l'après-17 avril."  
5    Ensuite: 00214489 en khmer; 00612290 en français; et, en anglais,  
6    00223176. On parle ici du district de Sisophon: "La population du  
7    district de Sisophon s'élève à 50 000 personnes. La presque  
8    totalité de cette population est du Peuple nouveau."  
9    Ensuite: en khmer, 00214490; en français, 00612291; et l'anglais,  
10    c'est la même page. On y parle ici du district de Phnom Srok dont  
11    on a déjà parlé:  
12    "À Phnom Srok, il y a plus de 70 000 habitants. Les Peuples de  
13    base sont de l'ordre de 300 familles. Près de 50 000 habitants  
14    sont venus de Phnom Penh, et plus de 20 000 personnes sont du  
15    Peuple nouveau local."  
16    [09.31.52]  
17    Prochain encadré rouge, il s'agit d'un autre district, le  
18    district de Preah Netr Preah: "Avant le 17 avril, il y avait 150  
19    familles à Preah Netr Preah. Plus de 70 000 sont venues de Phnom  
20    Penh... personnes."  
21    Et finalement, dans le dernier encadré, toujours à propos de ce  
22    district: "C'est l'endroit où il y a le plus de famine. En effet,  
23    la fin a tué plus de 20 000 personnes l'année dernière."  
24    Dernier document de ma présentation - j'y ai déjà fait référence  
25    -, il s'agit d'un rapport d'Amnistie internationale portant la

10

1 cote E3/3316 – en khmer, 00591055; en français, 00607929; en  
2 anglais, 00419921. Le corps du texte va comme suit:  
3 "Il y a eu de nombreuses déclarations... témoignages de réfugiés  
4 disant que des gens avaient été emmenés et n'ont été jamais  
5 revus, et les réfugiés pensent qu'ils ont été tués. Certains  
6 observateurs ont fait remarquer qu'il est possible que de  
7 nombreuses personnes disparaissaient du fait de leur transfert  
8 forcé pour travailler dans des régions lointaines; jusqu'à  
9 récemment, il était fait état de migrations forcées incessantes."  
10 [09.34.28]  
11 Monsieur le Président, Madame, Messieurs les juges, j'aimerais  
12 mettre fin à ma présentation.  
13 Nous avons entendu beaucoup parler de riz aujourd'hui, et donc,  
14 pour conclure, je demanderais à la régie de bien vouloir lancer  
15 le douzième extrait. La cote "E" est E3/31... Laissez-moi  
16 répéter: E3/3011R. Le titre de cet extrait, c'est "La récolte du  
17 riz".  
18 La Chambre m'autorise-t-elle à faire projeter cet extrait vidéo?  
19 M. LE PRÉSIDENT:  
20 Oui, elle vous y autorise.  
21 La régie doit à présent projeter l'extrait 12.  
22 (Présentation d'un document vidéo)  
23 [09.39.44]  
24 M. RAYNOR:  
25 Monsieur le Président, voilà qui met fin à ma présentation de

11

1 documents.

2 M. LE PRÉSIDENT:

3 Merci au procureur.

4 Je souhaite à présent laisser la parole à la section des parties  
5 civiles pour la présentation des documents supplémentaires qu'ils  
6 jugent importants, documents se conformant aux instructions qu'a  
7 données la Chambre pour la présentation de documents.

8 Vous avez la parole, Maître.

9 [09.40.33]

10 Me SIMONNEAU-FORT:

11 Bonjour, Monsieur le Président, bonjour Mesdames et Messieurs les  
12 juges et bonjour à tous.

13 Je vais donc débiter cette présentation de documents de la part  
14 des parties civiles. J'indique que, comme nous l'avons déjà fait  
15 à plusieurs reprises, nous avons choisi de présenter des  
16 documents qui sont des déclarations de parties civiles, contenues  
17 dans les constitutions de partie civile, qui apportent des  
18 éléments factuels importants sur les sujet que nous allons  
19 aborder.

20 Je précise aussi que j'ai volontairement fait un choix restreint  
21 de présentation de documents importants pour des raisons de temps  
22 et afin de permettre que ce procès se déroule dans un délai  
23 raisonnable.

24 [09.41.22]

25 Cela étant, je voudrais préciser, non pas à l'intention de la

12

1   Chambre, qui le sait déjà, mais à l'intention des 3 864 parties  
2   civiles, que, si nous avons choisi seulement quelques  
3   déclarations, en revanche, nous considérons, bien sûr, que toutes  
4   les déclarations... toutes leurs déclarations sont importantes.  
5   Je précise enfin que j'ai exclus de ma présentation les  
6   déclarations des parties civiles qui ont déjà été entendues. J'ai  
7   également exclus de ma présentation les déclarations des parties  
8   civiles qui sont susceptibles d'être entendues par la Chambre.  
9   Je vais débiter ma présentation sur les structures militaires, et  
10  plus particulièrement sur les centres de sécurité en ce qu'ils  
11  constituent un élément des structures militaire, et je  
12  n'entrerais, bien entendu, pas dans les détails de ce qui se passe  
13  dans ces centres de sécurité; je vais seulement parler de leur  
14  façon d'être inclus dans les structures militaires.  
15  [09.42.38]  
16  Le premier document que je souhaite évoquer et présenter, c'est  
17  le document D22/100. Et je souhaiterais en lire un extrait qui  
18  est aux ERN suivants: ERN en français, 00850531-32; en anglais,  
19  ERN 00369510 et 11; en khmer, 00358174 à 76. Cet extrait est le  
20  suivant, et j'aimerais, dans la mesure du possible, qu'il soit  
21  affiché en khmer. Cette partie civile dit ceci:  
22  "Le 17 avril 1975, à 7 heures, j'ai vu les soldats khmers rouges,  
23  vêtus de noir, défiler à pied et à moto dans la rue devant chez  
24  moi. Ils ont ordonné aux habitants de quitter la ville de Kampong  
25  Som et ils leur ont ordonné de ne pas emporter beaucoup d'effets

13

1    personnels car, à leur point d'arrivée, l'Angkar se chargerait de  
2    les nourrir tous. À ce moment-là, mes parents ont commencé à  
3    préparer leurs bagages [...]."  
4    [09.44.25]  
5    "...un soir de mars 1976, mon oncle Linh (frère cadet de mon  
6    père) est venu prévenir ma mère que l'Angkar avait arrêté mon  
7    père, Duong Bunnol vers 9 heures, alors qu'il transportait de la  
8    terre à la palanche au barrage d'Au Oknha Heng. À 18 heures, les  
9    soldats et sept chefs d'unités, dont Loeb Dut et Bong Koy, sont  
10    venus chez moi. Ils m'ont jeté en bas de l'escalier sur lequel je  
11    m'asseyais. Puis, ils m'ont ligoté, les mains derrière le dos, et  
12    ils ont arrêté ma mère. Ils ont voulu l'attacher, mais mes petits  
13    frères et sœurs ont beaucoup pleuré pour elle, et ils ont donc  
14    préféré l'escorter vers le point de distribution du riz, dans la  
15    commune de Srae Cham. Au moment des faits, mes jeunes frères et  
16    sœurs étaient encore petits; ils ont marché sous la pluie tout en  
17    pleurant. Arrivé au point de distribution du riz, j'ai constaté  
18    la présence de neuf familles environ. Par contre, je n'y ai pas  
19    vu mon père, puisqu'il avait déjà été arrêté. Les familles  
20    arrêtées par l'Angkar appartenaient toutes au Peuple du 17 avril.  
21    Le soir, elles ont été escortées à la pagode de Prey Nob pour s'y  
22    installer pour deux nuits, en attendant d'être rejointes par 27  
23    autres familles. À 20 heures, elles ont été transportées en  
24    camion vers la prison de Ta Ney, située dans le village de Ta  
25    Ney, commune de Cheung Kor, district de Prey Nob, province de

14

1   Kampot."

2   [09.46.37]

3   Cette partie civile ajoute, un peu plus loin dans sa déposition,  
4   que, dans la prison, il y avait quatre hangars de plus de 100  
5   prisonniers.

6   Le second document que je souhaite évoquer, toujours sur les  
7   centres de sécurité, concerne le centre de sécurité de Kok  
8   Kduoch, et c'est le document D22/186. L'extrait que je souhaite  
9   lire se trouve aux ERN: français, 00816822 à 23; anglais,  
10   00417896 à 97; et khmer, 00387631. Cette partie civile, âgée de  
11   30 ans en 1977, nous dit ceci:

12   "En 1977: ma femme et moi, qui souffrait alors de la toux, avons  
13   été emprisonnés par les soldats khmers rouges. Ils nous  
14   accusaient d'être ennemis parce que je leurs avais dit que  
15   j'étais ancien enseignant. Les Khmers rouges nous ont transportés  
16   par une charrette à bœufs à un camp militaire situé dans la  
17   région de Brasra, district de Sambour, province de Kratié. À  
18   notre descente de la charrette, ils ont tout de suite séparé ma  
19   femme de moi. Ils m'ont alors arrêté: ils m'ont..."

20   [09.48.50]

21   Et je précise qu'ici il manque un mot en français; je suppose que  
22   c'est "attaché". Je reprends:

23   "Ils m'ont [attaché] les mains derrière le dos et bandé les yeux  
24   avec un krama (une sorte de serviette traditionnelle  
25   cambodgienne) et ont braqué leurs fusils sur moi. Au centre de



15

1    détention, j'ai vu une paillotte équipé d'un lit sur lequel  
2    s'allongeaient environ 10 personnes ayant les mains et les pieds  
3    entravés les uns aux autres. J'ai été alors détenu dans cette  
4    paillotte pendant une semaine sans me dire la raison. J'y étais  
5    rééduqué et demandé de cultiver le riz, de porter 3 mètres cube  
6    de terre par jour pour ériger des digues. Ma femme et mon enfant  
7    ont été ultérieurement renvoyés pour être détenus avec moi. J'ai  
8    observé que les prisonniers disparaissaient régulièrement."

9    [09.50.10]

10    Le troisième document que je souhaite évoquer - la troisième  
11    déclaration de partie civile - à propos des centre de sécurité  
12    est la partie civile D22/8 et l'extrait que je souhaite lire se  
13    trouve aux ERN suivants: en français, 00343764; en anglais,  
14    00156813; en khmer, 00152355. Cet extrait est le suivant:  
15    "Début 1976: les soldats khmers rouges en uniforme noir ont  
16    emmené le camarade Hak, directeur de l'école technique Ruessei  
17    Keo, en jeep, vers une destination inconnue. Ensuite, le cadre de  
18    la zone Sud-Ouest est venu lui succéder au poste de directeur.  
19    Une semaine plus tard, mon épouse et moi, ainsi que beaucoup  
20    d'autres membres de cette école technique, avons été emmenés par  
21    camion dans des coopératives de Ta Lei, situées dans le village  
22    de Ta Lei, dans le sous-district de Dangkao, dans la province de  
23    Kandal, où les gens étaient rééduqués par le travail. J'ai dû  
24    effectuer des travaux de rééducation, riziculture, légumes et  
25    plantation d'arbres, etc. J'ai dû creuser des canaux. Je devais

16

1 travailler de 6 heures à 11 heures, et nous mangions des repas  
2 communs. Parfois, on nous donnait du riz ou du gruau d'avoine  
3 avec de la soupe de couleur noire. Je ne pouvais pas rejoindre  
4 mon épouse à l'heure du repas car les hommes et les femmes  
5 étaient séparés. Nous ne pouvions nous retrouver que la nuit.

6 [09.52.50]

7 "De novembre à décembre 1976 (hiver): les Khmers rouges nous ont  
8 ordonné, à mon épouse et moi-même, d'aller enseigner le dessin à  
9 l'École des beaux-arts de Phnom Penh. Les Khmers rouges nous ont  
10 emmenés en jeep. En réalité, ils ne nous ont pas emmenés à  
11 l'École des beaux-arts, mais bien au centre de sécurité S-21  
12 (Tuol Sleng)."

13 Je vais également évoquer d'autres documents qui sont encore des  
14 déclarations de parties civiles. Je n'en lirai pas d'extraits. Je  
15 veux simplement indiquer de quel centre de sécurité ces parties  
16 civiles parlent dans leurs dépositions.

17 La partie civile D22/1370.1 évoque le centre de sécurité de Krang  
18 Ta Chan, dans la zone Sud-Ouest.

19 La partie civile D22/144 évoque la prison de Siem Reap, dont nous  
20 avons parlé à l'occasion de l'interrogatoire d'un témoin.

21 La partie civile D22/1721a évoque le centre de sécurité de Koh  
22 Khyang, dans la zone Ouest, que nous avons également évoqué à  
23 plusieurs reprises pendant ces audiences.

24 [09.54.42]

25 La partie civile D22/3280 évoque les centres de sécurité Phnom

17

1 Pros et Phnom Srei, de Kampong Cham, évoqués à plusieurs reprises  
2 pendant ces audiences.

3 La partie civile D22/3820a évoque le centre de sécurité de Koh  
4 Khyang et également le centre de sécurité de S-21.

5 Enfin, la partie civile D22/83 évoque le centre de sécurité de  
6 Sang, dans la zone Sud-Ouest, que nous avons également évoqué à  
7 plusieurs reprises durant ces audiences.

8 J'en ai terminé avec la présentation des documents concernant les  
9 structures militaires. Et, si vous le voulez bien, Monsieur le  
10 Président, je vais continuer avec la présentation concernant les  
11 transferts forcés 1 et 2, et mon confrère poursuivra avec les  
12 transferts forcés 1 et 2 ainsi que Tuol Po Chrey.

13 [09.56.29]

14 En ce qui concerne les transferts forcés 1 et 2, là encore, je  
15 n'ai choisi de lire que quelques extraits, mais, bien entendu, de  
16 très nombreuses parties civiles évoquent ces transferts forcés 1  
17 et 2 ainsi, d'ailleurs, que Tuol Po Chrey.

18 Le premier document que je voudrais présenter, c'est le document  
19 D22/1240 et l'extrait que je voudrais citer se trouve aux ERN  
20 suivants: en français, 00861757 et 58; en anglais, 00840000; en  
21 khmer, 00523356 et 57. Cette partie civile était âgée de 25 ans  
22 en 1975 et dit ceci, d'abord dans une première ligne de sa  
23 déposition: "En avril 1975, tous les habitants et ma famille ont  
24 reçu l'ordre des soldats khmers rouges de quitter Phnom Penh."  
25 Et, un peu plus loin, elle dit ceci... elle raconte entre-temps que

18

1 les Khmers rouges ont demandé à toutes les personnes de donner

2 leur nom et leurs fonctions, puis elle indique:

3 "En 1975, mon frère aîné, Both Soeun, enseignant, son épouse et

4 ses enfants ont été exécutés par les Khmers rouges dans la pagode

5 de Dei Edth parce qu'il a interprété une chanson du régime du

6 Sangkum Reastr Niyum.

7 [09.59.05]

8 "Toujours en 1975, un de mes cousins, Chum Phan, soldat de la

9 marine, son épouse et ses enfants ont également été exécutés dans

10 la pagode de Dei Edth parce que les Khmers rouges ont découvert

11 qu'il était soldat gouvernemental. J'ai été informée de ces deux

12 histoires par un de mes cousins, Chum Son, qui vit dans la

13 commune de Preaek Aeng, district de Kien Svay.

14 "En juin 1975, après l'exécution de mon mari par les Khmers

15 rouges, mes filles n'ont cessé de me demander où était leur père.

16 Et, comme elles n'avaient pas assez à manger, elles sont tombées

17 malades et sont mortes à Preaek Ta Meak par manque de traitements

18 médicaux.

19 "Début 1976, j'ai vécu et travaillé à Preaek Ta Meak pendant

20 environ huit mois. Lors de la saison des récoltes, les Khmers

21 rouges ont évacué ma famille et les autres habitants à une

22 nouvelle base à Battambang, en disant qu'il y avait beaucoup de

23 riz mais qu'il n'y avait pas suffisamment de moissonneurs."

24 [10.01.01]

25 La deuxième déclaration de partie civile que je souhaiterais

19

1   présenter est la déclaration qui porte le numéro D22/3751. Je  
2   voudrais lire plusieurs extraits qui se trouvent aux ERN  
3   suivants: en français, 00865640; en anglais, 00569592; et, en  
4   khmer, 00873721 à 22. Cette partie civile était âgée, en 1975, de  
5   6 ans. Elle dit ceci:  
6   "Le cauchemar a commencé après le 17 avril 1975, lorsque les six  
7   membres de ma famille et moi-même avons été forcés de quitter  
8   notre chère maison à Phnom Penh, près du marché Olympique. Les  
9   Khmers rouges ont pris le contrôle total de la ville et nous ont  
10  informés par la radio que nous devions quitter la ville pour  
11  trois jours seulement, avant que les avions américains ne  
12  commencent à bombarder Phnom Penh. On nous a promis qu'au bout de  
13  trois jours nous pourrions rentrer chez nous."  
14  Un peu plus loin, cette partie civile dit:  
15  "Nous avons ensuite dû prendre le bateau pour atteindre Koh  
16  Khsach Chunlea. Nous y sommes restés pendant environ sept à huit  
17  mois avant que le gouvernement central des Khmers rouges, dénommé  
18  l'Angkar, ne force mes parents à se rendre dans une autre  
19  province du nom de Battambang.  
20  [10.03.37]  
21  "Ma famille et moi-même, ainsi que de nombreuses autres personnes  
22  innocentes comme nous, avons été jetés dans un train comme du  
23  bétail. Au bout de deux ou trois jours, nous sommes arrivés dans  
24  la province de Battambang. Depuis une ville de Battambang (dont  
25  j'ai oublié le nom), une charrette tirée par des bœufs nous a

20

1 amenés à un village du nom de Kampong Sambour. Nous étions au  
2 début de l'année 1976."

3 Et, enfin, cette partie civile indique:

4 "Quelques mois plus tard, j'ai été séparé de mes parents et forcé  
5 de vivre avec d'autres enfants enlevés à leurs parents dans des  
6 villages avoisinants. Je vivais dans une petite maison en  
7 compagnie d'environ 30 à 40 enfants âgés de 6 à 10 ans. Nous  
8 étions sous la garde de six chefs khmers rouges qui essayaient de  
9 nous laver le cerveau en nous disant que nous appartenions à  
10 l'Angkar et que nos parents étaient les ennemis."

11 [10.05.18]

12 La troisième déclaration de partie civile que je souhaite  
13 présenter à propos des transferts forcés, c'est la partie civile  
14 D22/3850. Cette partie civile avait 30 ans, à l'époque des faits,  
15 et trois enfants de 5 ans, 4 ans et 6 mois. Le passage que je  
16 souhaite lire se trouve aux ERN suivants: en français, 00860735  
17 et 36; en anglais, 00867203 et 04; et, en khmer, 00571056 à 58.

18 Cette partie civile dit ceci, tout d'abord:

19 "Quand la clique de Pol Pot est entrée dans Phnom Penh le 17  
20 avril 1975, ses troupes étaient en uniformes noirs avec des armes  
21 dans les mains. Les soldats khmers rouges avaient des visages  
22 durs comme des gens en colère et ont chassé précipitamment toute  
23 la population, les autres comme moi-même, hors de nos maisons.  
24 Les habitants devaient quitter Phnom Penh car les Khmers rouges  
25 prétendaient que les Américains allaient bientôt bombarder la

1 ville. Nous devions en principe partir de Phnom Penh pendant  
2 trois jours seulement."  
3 [10.07.35]  
4 Un peu plus loin, cette partie civile dit ceci - je précise que  
5 c'est une femme:  
6 "Quand je suis arrivée à Kbal Thnal, j'ai aperçu une de mes  
7 belles-sœurs aînées, Bay Martine, dont le mari était commissaire  
8 de la police nationale à Phnom Penh. Martine était en compagnie  
9 de sa famille. J'avais envie d'aller vers elle, mais c'était  
10 impossible. Elle était pourtant à 10 mètres seulement de moi.  
11 J'ai serré mes enfants entre mes bras de peur qu'ils ne glissent  
12 et ne séparent de moi. Il faisait trop chaud. J'ai serré mon bébé  
13 contre ma poitrine et j'ai continué à avancer petit à petit,  
14 plusieurs jours de suite.  
15 "À un endroit donné, une pluie diluvienne s'est mise à tomber,  
16 mais il n'y avait pas d'abris nulle part. J'ai alors serré mon  
17 bébé contre ma poitrine en le protégeant de la pluie avec mon  
18 dos, ainsi que les deux autres enfants, qui étaient si petits.  
19 Moi-même et mon bébé, nous étions trempés toute la nuit, sans  
20 pouvoir fermer l'œil. Quand le soleil s'est levé, j'ai continué  
21 mon chemin. Il a fallu huit jours de marche pour pouvoir arriver  
22 à la pagode de Pou Traeuy Sla, en face de Preaek Touch, à S'ang,  
23 province de Kandal. Mon bébé, exposé au soleil et à la pluie, est  
24 tombé malade. J'ai décidé de ne plus avancer parce que mon enfant  
25 était vraiment mal en point et j'ai demandé à mes amis de

22

1 continuer leur chemin sans moi."  
2 [10.09.35]  
3 Je voudrais maintenant simplement citer les déclarations de  
4 certaines parties civiles qui, toutes, évoquent également les  
5 transferts forcés: la partie civile D22/10 évoque le transfert  
6 forcé de Phnom Penh et donne de nombreux détails; la partie  
7 civile D22/121a évoque également les transferts forcés de Phnom  
8 Penh; la partie civile D22/203 évoque le transfert forcé 2; la  
9 partie civile D22/216 évoque le transfert forcé à partir de Phnom  
10 Penh; la partie civile D22/235 évoque le transfert forcé de la  
11 ville de Kampong Speu; la partie civile D22/257 évoque le  
12 transfert forcé de Phnom Penh ainsi que le traitement de certains  
13 groupes particuliers au moment de ces transferts forcés; la  
14 partie civile D22/273 évoque plus particulièrement le transfert  
15 forcé numéro 2; la partie civile D22/348 évoque le transfert  
16 forcé de Phnom Penh; et la partie civile D22/354 évoque également  
17 le transfert forcé de Phnom Penh.  
18 J'en ai terminé avec cette présentation de documents importants  
19 qui ne sont pas tant des documents supplémentaires, par rapport à  
20 ceux présentés par les procureurs, mais des documents qui nous  
21 paraissent complémentaires, puisque toutes ces personnes  
22 apportent des détails factuels sur des événements auxquels elles  
23 ont été présentes.  
24 Je vous remercie. J'en ai terminé. Je laisse la parole à mon  
25 confrère.



23

1 [10.12.55]

2 M. LE PRÉSIDENT:

3 Merci, Maître.

4 La parole est au coavocat principal cambodgien pour les parties  
5 civiles.

6 Me PICH ANG:

7 Bonjour, Monsieur le Président.

8 Je voudrais présenter 25 documents de renseignements relatifs aux  
9 victimes. Comme indiqué par ma consœur, ce sont là des  
10 formulaires qui concernent les parties civiles en rapport avec  
11 les faits et les événements pertinents.

12 J'ai en main un document, D22/1999. Je donne les ERN en khmer:  
13 00541456. Cette personne a déclaré ce qui suit:

14 "Avant 75, je vivais avec mon mari, Tep Sok (phon.), qui était  
15 soldat dans la province du Mondolkiri. Plus tard, mon mari a été  
16 envoyé dans la province de Kratié, dans un village, une commune  
17 ou un district dont j'ai oublié le nom. On m'a dit de retourner  
18 vivre à Khleang Rumsev (phon.). Quinze jours plus tard, j'allais  
19 partir pour la province de Kratié pour rencontrer mon mari, mais  
20 on m'a dit que le bateau vers Kratié n'y allait plus parce que  
21 les forces Khmers rouges étaient déjà entrées dans la province de  
22 Kratié. Donc, je suis retourné avec mes enfants.

23 [10.15.40]

24 "Le 17 avril 75, les Khmers rouges sont entrés dans Phnom Penh.

25 Ils ont évacué ma famille ainsi que les autres habitants de Phnom

24

1    Penh. Nous avons dû partir pour différentes provinces, sous  
2    prétexte que les Américains allaient bombarder la ville de Phnom  
3    Penh. À ce moment-là, j'ai été séparée de mes trois enfants, car  
4    ils sont partis avec ma mère, Ou Sabun (phon.), vers la province  
5    de Takéo, tandis que, moi-même, je suis allée vers Rapadden  
6    (phon.), dans l'ouest du district d'Oudong, province de Kampong  
7    Speu. J'ai marché pendant deux jours et deux nuits avant d'y  
8    arriver. Une fois sur place, les Khmers rouges ont demandé aux  
9    nouveaux, ou aux '17 avril', de loger avec le Peuple de base. Les  
10   Khmers rouges m'ont demandé de planter des pommes de terre, de  
11   repiquer du riz. On me donnait deux repas par jour."

12   [10.17.00]

13   Autre demande de constitution de parties civiles: D22/525. Les  
14   ERN sont les suivants: en khmer, 00496962. Je vais citer le  
15   document:

16   "Avant 75, ma famille vivait dans la commune de Preaek Anhvanh  
17   (phon.), district de Kampong Kum (phon.), province de Kandal.  
18   Mais pendant la guerre, sous le régime de Lon Nol, nous sommes  
19   allés vivre à Phnom Penh. Quand le régime de Lon Nol a été  
20   renversé par les Khmers rouges, nous avons été évacués de notre  
21   maison. Ils nous ont dit que les Américains allaient bombarder la  
22   ville. Ils ont dit aux gens de partir. Certains ont refusé. Les  
23   Khmers rouges ont pointé une arme à feu sur cela, et certains ont  
24   même été abattus. Ma famille a été évacuée vers l'Ouest. Nous  
25   avons dû traverser la rivière vers la route nationale 6-A. Nous

25

1   avons marché pendant plusieurs jours. Nous nous reposions en  
2   chemin, jusqu'au moment où nous sommes arrivés à la commune de  
3   Ruessei Chrouy, district de Pukh Kampul (phon.), province de  
4   Kandal. Là, les soldats khmers rouges nous ont dit de nous  
5   arrêter pour y vivre. Sur place, les Khmers rouges ont essayé  
6   d'obtenir des informations sur le parcours personnel des  
7   nouveaux. Ceux-ci ont dû expliquer quel travail ils avaient  
8   auparavant. Les Khmers rouges ont dit que les gens pourraient  
9   reprendre leur ancien métier sous la supervision de l'Angkar."  
10   [10.19.32]  
11   Autre demande de constitution de partie civile: document D22/2953  
12   - ERN en khmer, 00557816. Je vais citer:  
13   "Avant 75, ma famille était plutôt aisée. Elle vivait dans la  
14   commune de Dangkao, province de Kandal. Le père était soldat. Ma  
15   tante, Sam Sim, travaillait à la Banque nationale. Quand les  
16   Khmers rouges ont remporté la victoire sur l'Armée de Lon Nol, le  
17   17 avril 75, ils ont pris contrôle de Phnom Penh et de la  
18   province de Kandal. Les neuf membres de ma famille, dont mon  
19   père..."  
20   Et, ici, je vais sauter un passage.  
21   "En arrivant en ville, ils ont dit que la guerre était finie et  
22   que désormais la paix règnerait. Les soldats étaient vêtus de  
23   noir. Ils poussaient des cris d'exclamation pour célébrer la  
24   victoire. Mais, le lendemain, les Khmers rouges ont ordonné à la  
25   population de quitter la ville pour pouvoir nettoyer la ville et

1 se débarrasser des ennemis. On nous a dit de ne pas prendre  
2 beaucoup d'affaires car nous partions seulement pour trois jours.  
3 Moi-même et des voisins, nous sommes partis, conformément à ces  
4 ordres, même si nous nous demandions ce qui se passait. Nous  
5 sommes partis sous la menace d'armes à feu. Ceux qui refusaient  
6 d'obtempérer se faisaient frapper à coups de crosse de fusil.  
7 [10.21.52]  
8 "Les membres de ma famille avons été séparés. Moi-même et ma  
9 grande sœur, Sam Veasna, avons marché vers Preaek Aeng. Nous  
10 voulions aller vers la province de Kandal pour rentrer dans notre  
11 village natal. Le long de la route, il n'y avait rien à manger.  
12 Nous avons demandé du riz à d'autres gens qui marchaient."  
13 Et ensuite, plus loin dans le document, voici ce qu'elle dit:  
14 "En 76, l'Angkar a évacué ma famille du village de Roka Khpos  
15 avec 1 000 autres personnes. Nous sommes partis vers Pochentong  
16 pour attendre un train. Nous y sommes restés trois jours.  
17 L'Angkar a distribué du riz. Quand le train est arrivé, on nous a  
18 dit de monter à bord sous le contrôle des soldats khmers rouges.  
19 Le train s'est mis en branle. Nous sommes restés là une nuit.  
20 Nous avons continué. Le lendemain, nous sommes arrivés à la  
21 station de Trapeang Chong. Il y avait plusieurs charrettes à  
22 bœufs qui nous attendaient."  
23 [10.23.20]  
24 Autre constitution de partie civile: document D22/1340. Je donne  
25 les ERN: 00526053. Cette personne dit ce qui suit:

1 "Le 17 avril 1975, j'habitais à la caserne de Chaom Chau. J'étais  
2 la femme d'un soldat. Plus tard, un soldat du nom de Som Chhin  
3 (phon.) m'a dit, à 1 heure, de faire mes affaires parce que les  
4 Khmers rouges s'étaient emparés de la ville de Phnom Penh. Donc,  
5 dans la précipitation, j'ai fait mon sac pendant la nuit et je  
6 suis partie en compagnie de ma belle-famille et de mes deux  
7 enfants. J'étais enceinte; j'attendais mon troisième enfant.  
8 "Mon mari et moi ne sommes pas restés ensemble. En réalité, lui  
9 était de garde sur un poste avancé. Cette nuit-là, j'ai quitté la  
10 caserne. J'ai vu qu'il y avait des soldats qui étaient armés, qui  
11 patrouillaient sur la route, laquelle était bondée car les  
12 habitants de la ville partaient. Certains avaient beaucoup  
13 d'affaires. Il y avait des enfants qui pleuraient, qui criaient  
14 car ils avaient perdu de vue les membres de leur famille. C'était  
15 une situation catastrophique.  
16 [10.25.18]  
17 "En quittant la caserne, sur la route, j'ai vu des cadavres.  
18 C'étaient des gens qui avaient été tués par les Khmers rouges.  
19 Certains avaient trouvé la mort assis dans leur voiture, dans des  
20 casernes ou au long de la route. J'ignorais la cause de leur  
21 décès. En effet, à ce moment-là, ces corps se décomposaient  
22 rapidement. J'ai vu une maison où des cochons étaient élevés. La  
23 maison était vide parce que le propriétaire avait été évacué par  
24 les Khmers rouges. J'ai vu des cochons qui n'avaient pas à  
25 manger. J'ai vu des cochons et des chiens qui mangeaient de la

1 chair humaine.

2 "En marchant, j'étais surveillée par les Khmers rouges. En  
3 arrivant de nuit à la pagode de Chumpu Lar (phon.), les Khmers  
4 rouges ne m'ont pas laissé y loger; ils m'ont chassée. Les  
5 moines, eux aussi, ont dû quitter leur pagode. Ces moines ont  
6 marché avec nous. À chaque arrêt, pour la nuit, nous nous  
7 reposions. Parfois, nous dormions sous un arbre, exposés aux  
8 éléments et à la pluie. Certains enfants pleuraient parce qu'ils  
9 avaient perdu leur mère ou parce que leur mère avait trouvé la  
10 mort dans la bousculade."

11 [10.27.13]

12 À présent, D22/1322. ERN: 00525684. Voici ce que dit cette  
13 personne:

14 "Le 18 avril 1975, les Khmers rouges ont évacué ma famille de  
15 Phnom Penh. Par haut-parleurs montés dans un véhicule, ils ont  
16 annoncé ce qui suit: 'Frères et Sœurs, vous devez partir de la  
17 ville pour trois jours parce que les Américains vont bombarder la  
18 ville. Vous n'avez pas besoin d'emporter beaucoup d'affaire, pas  
19 besoin de verrouiller votre maison. L'Angkar s'occupera de votre  
20 maison, et rien ne sera perdu. Si vous aimez Samdech Euv, mettez  
21 vos radios et voitures à la disposition de l'Angkar.' J'ai  
22 entendu qu'un Chinois avait verrouillé la porte de sa maison. Il  
23 a refusé de partir, et les Khmers rouges ont brisé le verrou par  
24 balles, et j'ai appris après que ce Chinois avait été tué. Sur la  
25 route, j'ai vu les corps de soldats de Lon Nol. Les Khmers rouges

29

1 ont dit que nous pouvions aller où nous voulons. Nous avons

2 décidé d'aller dans la province de Kampong Cham."

3 [10.28.56]

4 Cette personne dit également ce qui suit:

5 "En juillet 75, les familles ont été évacuées par les Khmers

6 rouges vers la province de Kampong Thom. On a fait un appel

7 nominal. On nous a ordonné de monter à bord d'un véhicule car,

8 disait-on, nous serions transférés ailleurs dans la province de

9 Kampong Thom. Mes parents et mes frères et sœurs devaient vivre

10 avec le Peuple de base, avec la 'yeay'... grand-mère Yim (phon.)

11 dans un district [dont l'interprète n'a pas saisi le nom]. Nous

12 avons dû vivre avec une famille du Peuple de base."

13 M. LE PRÉSIDENT:

14 Merci.

15 Nous allons observer une pause de 20 minutes. Les débats

16 reprendront à 11 heures moins 10. Suspension de l'audience.

17 (Suspension de l'audience: 10h29)

18 (Reprise de l'audience: 10h56)

19 M. LE PRÉSIDENT:

20 Veuillez vous asseoir. Reprise de l'audience.

21 Et la parole est aux coavocats principaux pour les parties

22 civiles, pour la suite de leur présentation de documents. Vous

23 avez la parole.

24 Me PICH ANG:

25 Merci, Monsieur le Président. Une fois de plus, bonjour.

30

1 Le prochain document que je souhaite présenter est... porte la  
2 cote D22/1248. ERN en khmer: 00523449. Cette partie civile a  
3 déclaré qu'entre 1970 et 1975 elle était étudiante à l'école  
4 primaire de Tuol Tumpung, à Phnom Penh. Le 17 avril 1975, elle a  
5 reçu l'ordre par les Khmers rouges... sa famille a reçu l'ordre par  
6 les Khmers rouges de quitter Phnom Penh. Les soldats ont demandé  
7 à tous les habitants de Phnom Penh de quitter pour trois jours  
8 car les Khmers rouges devaient se débarrasser des ennemis. Et les  
9 Khmers rouges ont ajouté que "qui que ce soit" refusait de  
10 quitter allait être déclaré ennemi et serait abattu.

11 [10.59.38]

12 "Dans une telle situation, ma famille et mon père, Chau Kanyuth  
13 (phon.), a emmené ma mère et les sept enfants pour quitter la  
14 ville. Nous avons emprunté la route en direction de Stueng  
15 Meanchey. Nous sommes arrivés à Chaom Chau et nous avons emprunté  
16 la route nationale numéro 3. Nous sommes restés à une pagode  
17 pendant trois mois.

18 "Un soldat Khmers rouge dont je ne me souviens plus du nom a dit  
19 à mon père: 'Vous, les '17 avril', allez être transférés pour  
20 aller vivre au secteur 4, sous l'ordre de l'Angkar.' Le lendemain  
21 matin, toutes les familles qui étaient à cette pagode ont  
22 rassemblé leurs enfants et leurs effets personnels, sont montés à  
23 bord des véhicules sous la surveillance des Khmers rouges, et  
24 nous avons traversé Phnom Penh par la route numéro 5, vers  
25 Kralaom Thruk (phon.) - je ne me souviens plus exactement du



31

1 village -, dans le district de MOUNG, province de Battambang. Les  
2 Khmers rouges ont donné l'ordre à ma famille d'aller vivre dans  
3 un village portant le nom Cham Ro'a, dans la coopérative de  
4 Tumlaeng. Une coopérative était... cette coopérative était  
5 équivalente à une commune, et c'était dans le district de MOUNG,  
6 dans la province de Battambang.  
7 [11.01.11]  
8 "Un mois plus tard, ma mère, Sou Eng (phon.) a donné naissance à  
9 un bébé qu'elle a appelé Kem Thomsath (phon.). Ma famille a été  
10 forcée de prendre les repas communaux et de travailler ensemble.  
11 Les adultes ont été séparés des enfants. Les hommes étaient  
12 séparés des femmes, et les jeunes femmes ont été... étaient dans  
13 des groupes distincts des jeunes hommes, et les enfants étaient  
14 laissés à un endroit, et nous devions tous manger séparément."  
15 Plus loin dans le document, cette partie civile dit ce qui suit:  
16 "Les Khmers rouges nous ont forcés à travailler dur. Nous avons  
17 dû construire des canaux, des barrages. Nous avons dû labourer,  
18 repiquer du riz, cultiver des légumes, du maïs, des pommes de  
19 terre. Ils surveillaient les nouveaux, qu'ils appelaient les '17  
20 avril'. Ils nous contrôlaient tous les jours. À toute heure de la  
21 journée et de la nuit, ils nous contrôlaient. Souvent, les Khmers  
22 rouges nous interrogeaient sur notre passé. Les conditions de vie  
23 se détérioraient de jour en jour. Nous n'avions pas assez à  
24 manger et nous devions travailler de huit à 10 heures par jour.  
25 "À une réunion, ils ont parlé des principes révolutionnaires. Ils

1 ont dit qu'il ne fallait rien dire de négatif sur l'Angkar et que  
2 nous devions nous débarrasser des vêtements de l'ancien régime,  
3 que nous devions porter des vêtements noirs uniquement."

4 [11.03.24]

5 Document suivant: D22/3129. En khmer, l'ERN est le suivant:

6 00560829. Cette personne s'exprime dans les termes suivants:

7 "En 1975, ma famille a été évacuée de Phnom Penh. Tous les gens  
8 ont dû se déplacer à pieds. À compter de ce jour, les membres de  
9 ma famille ont été séparés et ont dû aller à différents endroits.

10 "En décembre 75, ma sœur cadette, Pho Samran (phon,), dont le  
11 mari était d'origine thaïlandaise et était colonel, ont été  
12 emmenés et exécutés à la montagne de Bokor, dans la province de  
13 Kampot.

14 "Toujours en décembre 75, ma belle-mère a été tuée. Elle avait  
15 été accusée d'être une féodale, dans la province de Battambang.  
16 Quant à mon père, Pich Sophan (phon.), il a été tué dans le  
17 district de Chbar Mon, province de Kampong Speu. Un an plus tard,  
18 certains des membres de ma famille sont morts.

19 [11.04.55]

20 "À la mi-77, la famille de mon frère aîné a été emmenée et  
21 exécutée par l'Angkar. Ils ont été abattus par balles après que  
22 leurs antécédents eurent été divulgués. J'aimerais préciser que  
23 mon mari était un soldat de Lon Nol; il était colonel. Cinq ou  
24 six membres de sa famille ont trouvé la mort. Ils gisaient dans  
25 une flaque de sang. Fin 77, mon neveu qui avait 13 à 14 ans... ou,

1 plutôt, mes neveux, au nombre de huit ou de neuf, ont été emmenés  
2 et exécutés. En fait, le principe, c'était que, si l'on veut  
3 arracher une plante, il faut aussi arracher les racines.

4 "Un jour, tellement j'étais affamée... ou malgré la faim, plutôt,  
5 j'ai essayé de travailler dur et de ne pas laisser apparaître mon  
6 passé. J'ai travaillé aussi dur que possible pour tenter de  
7 survivre."

8 Autre document: D22/3787. Les ERN sont les suivants: en khmer,  
9 00570179. Voici ce qu'on y trouve:

10 "Le 14 avril 75, les Khmers rouges ont pris le contrôle de la  
11 province de Kampong Speu. J'ai pris la fuite vers Phnom Penh en  
12 utilisant un avion militaire de Lon Nol, en prenant avec nous de  
13 l'or. J'ai habité près d'un théâtre avec mon oncle et ma tante.  
14 [11.07.25]

15 "Le 17 avril 75, les Khmers rouges ont pris contrôle de Phnom  
16 Penh. Vers 14 heures, ils ont annoncé à tous les citoyens qu'ils  
17 devaient quitter immédiatement la ville car, disait-on, les  
18 Américains allaient la bombarder.

19 "Ma famille a marché jour et nuit, logeant plusieurs nuits près  
20 de la route nationale 4. Nous sommes arrivés au village de Doun  
21 At, commune de... 'unknown', mais c'était dans la province de  
22 Kampong Speu. J'étais jeune, et les Khmers rouges m'ont ordonné  
23 de transporter du riz pour les jeunes qui construisaient un  
24 barrage. Je suis restée là-bas un mois et demi.

25 "Puis ma famille a à nouveau été déplacée par train vers la

34

1 province de Banteay Meanchey. Le Peuple de base a amené des  
2 charrettes à bœufs pour nous emmener dans le district de Preah  
3 Netr Preah, province de Banteay Meanchey. Ils m'ont séparé de ma  
4 famille. J'ai dû vivre avec les autres membres de l'unité des  
5 enfants. Nous avons planté du riz, construit des barrages, des  
6 digues. Je recevais un bol de riz pendant la saison de la  
7 récolte, et pendant la saison des pluies, une louche de soupe de  
8 riz. J'étais rachitique.

9 [11.09.13]

10 "Les gens qui commettaient la moindre infraction se faisaient  
11 accuser, aligner, exécuter et enterrer dans une fosse. Sous  
12 prétexte de les envoyer se faire éduquer, on les envoyait se  
13 faire exécuter. On disait, à l'époque: 'On ne gagne rien à vous  
14 garder.'"

15 Document suivant: D22/247. En khmer: 0027... Excusez-moi: 00421489.

16 Voici ce qu'on dit:

17 "Le 17 avril 75, quand les Khmers rouges sont entrés dans Phnom  
18 Penh, ils ont forcé tous les habitants à partir pour gagner la  
19 campagne. Quiconque refusait se faisait abattre. Nous avons donc  
20 été forcés, à grands regrets, de quitter notre maison. Je venais  
21 d'accoucher 10 jours avant. Je n'ai rien pu emporter.

22 [11.10.49]

23 "Nous sommes allés vers l'ouest par la route 4, vers notre  
24 village natal dans la province de Kampong Speu. Sur la route,  
25 j'ai connu beaucoup de difficultés, car j'avais accouché

1 récemment et mes autres enfants étaient encore petits. Il n'y  
2 avait pas d'eau et pas assez à manger. Il n'y avait pas d'endroit  
3 correct pour s'abriter. Souvent, mes jeunes enfants et les autres  
4 enfants pleuraient tellement ils étaient épuisés car ils devaient  
5 marcher en pleine chaleur. Ils étaient affamés. J'ai vu beaucoup  
6 de cadavres qui jonchaient la route. Incapable de continuer, j'ai  
7 été transportée par mon mari dans une charrette de fortune. Nous  
8 logions le long de la route, à l'ombre des arbres.

9 "Nous sommes arrivés à un marché, à la frontière des provinces de  
10 Kampong Speu et de Kandal. Nous sommes allés vers le nord, vers  
11 le marché d'Oudong. Nous devons cacher le statut de mon mari,  
12 qui avait été membre de la police militaire. Nous ne voulions  
13 donc pas aller dans le village natal. En arrivant au marché, près  
14 de la pagode de Boeng Khnar, dans le district d'Oudong, les  
15 Khmers rouges nous ont dit d'y rester provisoirement. Nous y  
16 sommes restés environ trois mois.

17 [11.12.37]

18 "En septembre 75, ma famille et d'autres familles d'évacués de  
19 Phnom Penh avons été envoyés plus loin par les Khmers rouges.  
20 Nous avons pris un véhicule pour aller vers la province de  
21 Pursat. Une fois arrivé là-bas, on nous a dit de loger dans la  
22 coopérative de Wat Loung, dans le district de Bakan. Nous étions  
23 considérés comme des '17 avril', et donc, pour nous, les  
24 conditions de vie étaient affreuses. Il n'y avait pas de logement  
25 adéquat. Quant à la nourriture, ils distribuaient seulement une

36

1 canette de riz par jour que devaient se partager cinq ou six  
2 personnes. Pour survivre, nous devions arracher des feuilles  
3 d'arbres que nous mélangions à la bouillie de riz.

4 "Environ deux mois plus tard, ils nous ont demandé de prendre les  
5 repas collectivement, dans la coopérative, et c'est devenu encore  
6 plus difficile. C'était une bouillie très liquide. Nous en  
7 recevions seulement une ou deux bouchées.

8 [11.13.57]

9 "Début 76, les membres de ma famille ont été séparés. Mon mari a  
10 été envoyé dans une unité éloignée de la coopérative. Mes deux  
11 enfants, Roath Narith (phon.) et Roath Piseth (phon.), ont été  
12 envoyés dans le groupe des enfants. Ils devaient travailler comme  
13 des adultes. Ils n'allaient pas à l'école. Moi, comme j'avais de  
14 petits enfants, j'étais autorisée à rester dans la coopérative,  
15 mais je ne pouvais pas m'occuper de mes enfants; je devais  
16 m'occuper de tâches agricoles, de construction de canaux, de  
17 digues, et je rentrais vers 9 ou 10 heures du soir. Ce n'est qu'à  
18 ce moment-là que je voyais mes enfants dont s'étaient occupées  
19 pendant la journée des femmes plus âgées. De temps en temps, je  
20 voyais mon mari.

21 "Vers le mois de juillet 76, le groupe de mon mari a été  
22 transféré vers la... un endroit situé près de la coopérative de Wat  
23 Loung où, moi, j'étais, mais je n'ai pas vu mon mari accompagner  
24 ce groupe.

25 [11.15.14]

1 "Un jour, j'ai vu un homme dont j'ai oublié le nom. Lui avait  
2 travaillé avec mon mari et, j'ai vu qu'il portait la chemise de  
3 mon mari. Je lui ai demandé où était mon mari. Tout d'abord, il  
4 n'a pas osé me parler, mais plus tard il m'a chuchoté que mon  
5 mari, Roath Hor (phon.), avait été arrêté par la milice et qu'il  
6 avait été emmené puis exécuté, et ce, quelques jours auparavant,  
7 sans aucune raison. Entendant cette nouvelle, j'ai été atterrée;  
8 j'ai failli m'évanouir. Je n'ai pas osé poser d'autres questions.  
9 À compter de ce jour-là, j'ai perdu tout espoir, mais j'ai lutté  
10 pour m'occuper de mes jeunes enfants.

11 "Faute d'avoir assez à manger, faute d'avoir des médicaments,  
12 privés de soins adéquats, en quatre mois environ, à partir de  
13 septembre jusqu'à décembre 76, mes six enfants sont morts de  
14 sous-alimentation, les uns après les autres, jusqu'au dernier.  
15 Parfois, deux d'entre eux mourraient le même mois."

16 [11.16.52]

17 Plus loin dans le document, cette personne affirme ce qui suit:

18 "Les membres de la coopérative ont disparu. Certains sont morts  
19 de maladie. Quand mon mari et mes enfants ont tous été morts,  
20 j'ai failli perdre la tête."

21 Autre constitution de partie civile: D22/2818. En khmer,  
22 00556891. Voici ce que dit cette personne: "Avant 1975,  
23 j'habitais près du Marché de Tuol Tumpung, à Phnom Penh."

24 Un peu plus loin, voici ce qu'elle dit:

25 "Le 17 avril 1975, j'étais chez moi avec mes sept enfants et mon

1 mari, Mei Thum (phon.), lequel travaillait au PC central, près  
2 vieux stade, à Phnom Penh. J'ai entendu des obus tomber ainsi que  
3 des bruits de coups de feu venant de différents quartiers de  
4 Phnom Penh. À la radio, j'ai entendu certaines choses et j'ai su  
5 qu'il s'agissait des Khmers rouges vêtus de noir et portant un  
6 krama. J'ai su que c'était eux qui étaient entrés en ville. Les  
7 choses se sont un peu calmées. J'ai vu les Khmers rouges arriver  
8 dans le marché de Tuol Tumpung; ils étaient nombreux. Il y avait  
9 des véhicules de tailles diverses. Il y avait des blindés.

10 [11.19.21]

11 "Plus tard, j'ai vu des Khmers rouges marcher sur la route.  
12 D'autres étaient à bord de véhicules, et ils ont annoncé par  
13 haut-parleur ce qui suit: 'Les pères, mères, frères et sœurs  
14 doivent quitter leur maison sans rien emporter. Vous ne partez  
15 que pour sept jours. Nous voulons ainsi éviter les bombardements  
16 américains.' Les Khmers rouges indiquaient aux gens la direction  
17 qu'ils devaient emprunter. Nous n'étions pas autorisés à faire  
18 marche arrière. Moi-même et mes sept enfants avons été évacués  
19 par les Khmers rouges. Nous avons été séparés de mon mari jusqu'à  
20 ce jour. Nous avons été forcés de quitter notre maison.

21 "En chemin, j'ai vu les Khmers rouges tuer des gens sur place  
22 parce qu'ils n'avaient pas obtempéré à l'ordre de quitter leur  
23 maison. Mes sept enfants et moi-même ainsi que d'autres gens,  
24 avons marché sur la route nationale numéro 1; c'est la route qui  
25 va vers Neak Loeung. Nous avons franchi un pont, le pont Chrouy



39

1 Ta Aok. Nous avons continué le chemin. En route, j'ai vu des  
2 cadavres le long de la route numéro 1. Certains étaient morts  
3 alors qu'ils étaient assis sur une chaise. Il y avait des corps  
4 qui étaient gonflés.  
5 [11.21.08]  
6 "En arrivant à Chbar Ampov ainsi qu'une pagode - nous y sommes  
7 restés sept jours - j'ai vu des Khmers rouges annoncer ce qui  
8 suit: 'Ceux qui avaient un rôle quelconque sous le régime  
9 précédent sont priés de s'inscrire auprès de l'Angkar. L'Angkar  
10 veillera à ce qu'ils puissent retrouver leurs anciennes  
11 fonctions.'  
12 Il y avait un Khmer Krom, dont j'ai oublié le nom; il avait  
13 voyagé avec nous. Vu la situation désastreuse... Et, en fait, il  
14 n'avait aucun rang, mais, vu la situation désastreuse, il s'est  
15 inscrit. J'ai aussi vu quelqu'un d'autre, un voisin, Touch  
16 (phon.). Lui avait occupé des fonctions auparavant, même si je ne  
17 sais pas en quoi elles avaient consisté, et lui s'est précipité  
18 pour s'inscrire, pour aller accueillir Samdech Euv. Après  
19 l'inscription, des centaines de personnes ont reçu des Khmers  
20 rouges l'ordre de bien s'habiller et de s'aligner le long de la  
21 route numéro 1 pour aller à Phnom Penh accueillir Samdech Euv.  
22 Mes sept enfants et moi avons continué le voyage avec d'autres."  
23 [11.22.56]  
24 Autre document: D22/40. Je donne les ERN en khmer: 00323606.  
25 Voici ce que dit cette partie civile:

1 "Le 17 avril 75, nous avons été forcés à quitter Phnom Penh sous  
2 la menace d'armes à feu. Les soldats khmers rouges nous ont dit  
3 que les Américains allaient larguer des bombes sur la ville et  
4 que nous devions partir pour quelques jours pour échapper à ces  
5 bombardements. J'étais avec mes parents et mes trois enfants à ce  
6 moment-là. Mes trois enfants avaient 8 ans, 4 ans et 5 ans. Il y  
7 avait aussi mon frère cadet et ma sœur cadette."

8 Un peu plus tard, voici ce que dit cette personne:

9 "En arrivant dans les bases, nous avons été contraints à un  
10 travail pénible. Nous devions planter des légumes, défricher.  
11 Tous les matins, je commençais le travail très tôt, et je  
12 rentrais très tard. Je n'avais pas le temps de me reposer. Nous  
13 étions sous la surveillance étroite des miliciens khmers rouges.  
14 J'avais peur. Quand j'étais malade ou épuisée, je n'osais pas me  
15 reposer."

16 [11.25.10]

17 Autre document, à présent: D22/35. C'est une autre demande de  
18 constitution de partie civile. Je donne les ERN en khmer:

19 00323529. Voici ce que dit cette personne:

20 "Le 17 avril 1975, je vivais à Phnom Penh avec mes cinq sœurs,  
21 mes trois frères et mes parents, près de la gare ferroviaire.  
22 J'étais dans un dortoir réservé aux chemineaux. Un peu après  
23 midi, mes parents nous ont dit que les soldats khmers rouges  
24 avaient donné l'ordre de partir provisoirement, au motif que les  
25 Américains allaient bombarder la ville."

41

1 Un peu plus loin - je cite:

2 "Le long de la route, les Khmers rouges nous disaient quelle  
3 direction emprunter. Les soldats khmers rouges portaient des  
4 AK-47. Ils n'hésitaient pas à tuer quiconque ne s'engageait pas  
5 dans la direction indiquée ou désobéissait. J'ai été témoin  
6 d'exécutions de ce type."

7 [11.27.04]

8 Autre demande de constitution de partie civile, c'est le document  
9 D22/3751. Je donne les ERN: en khmer...

10 Excusez-moi; je passe à une autre demande de constitution de  
11 partie civile, document D22/2451. En khmer, les ERN sont les  
12 suivants: 00551621. Cette personne dit ceci:

13 "J'ai 63 ans. Je vis dans le village de Prey Thom, district de  
14 Banteay Meanchey, province de Kampot. Mon mari s'appelle Kaet  
15 Lon; il a 65 ans. Nous avons cinq enfants.

16 "En 1970, ma famille vivait à Phnom Penh. Nous étions des  
17 ouvriers ordinaires. En 75, quand les Khmers rouges ont attaqué  
18 Phnom Penh, ma famille et moi sommes rentrés dans notre village  
19 natal. Une fois arrivée là, notre famille était considérée comme  
20 appartenant au Peuple nouveau, les '17 avril'. Les cadres Khmers  
21 rouges ont confisqué tous nos bijoux. Je n'ai pas eu les moyens  
22 d'élever mes enfants. Pour survivre, j'ai été contrainte de  
23 troquer mes habits contre autre chose avec le Peuple de base."

24 [11.29.31]

25 Document suivant, D22/1794. C'est une autre demande de

1 constitution de partie civile. En khmer, les ERN sont 00535334.

2 Voici ce que dit cette personne:

3 "En 1975, les cadres khmers rouges ont évacué ma mère et les  
4 membres de ma famille, à savoir mes oncles, mes tantes, mes  
5 neveux - au total, sept personnes -, vers le village d'Anlong Kei  
6 (phon.), district de Rumduol, province de Svay Rieng. Ils ont  
7 contraint ma famille à un travail extrêmement pénible. Malades,  
8 ils n'avaient pas de médicament. Ils recevaient peu à manger car  
9 mes parents étaient considérés comme des '17 avril'."

10 [11.30.48]

11 Monsieur le Président, je n'ai plus de document de constitution  
12 de partie civile à présenter, mais je passe au document D22/3461.  
13 Je donne les ERN en khmer: 00566392. Dans cette constitution de  
14 partie civile, on peut lire:

15 "Trois jours après le 17 avril 1975, les Khmers rouges m'ont  
16 forcée à quitter la ville de Phnom Penh. Nous avons dû marcher le  
17 long de la route numéro 5. Nous avons dû traverser le fleuve aux  
18 alentours du kilomètre numéro 6. Nous n'avions pas le droit de  
19 transporter d'effets personnels avec nous car les Khmers rouges  
20 nous ont dit que nous ne devions partir que pour trois jours et...  
21 pour leur laisser le temps de réorganiser la ville. Ceux qui  
22 résistaient ont été menacés par les armes, et certains ont même  
23 été tués sur la route. J'ai donc été forcé de suivre. J'ai dû  
24 marcher jusqu'à Skun et Chi Haer et je suis arrivée à la commune  
25 de Chear Suork (phon.) dans le district de Khsach Kandal de la

43

1 province de Kandal. Ça m'a pris 15 jours environ.

2 [11.32.25]

3 "Quand je suis arrivée au village de Vihear Suork, ma sœur  
4 habitait avec un des membres de la famille du nom de Khoem Neang,  
5 et moi, ma famille a demandé... ou, plutôt, les membres de ma  
6 famille m'ont dit de partir pour nous rendre au district de  
7 Krouch Chhmar.

8 "À notre arrivée à Krouch Chhmar, ils nous ont rassemblés avec  
9 d'autres '17 avril' et nous ont évacués. Quelques jours plus  
10 tard, ils nous ont envoyés à un nouvel endroit, Choam Mlu, qui  
11 était un endroit infesté de malaria.

12 [11.33.06]

13 "Dans la commune de Choam Mlu, il y avait 100 maisons. Il y avait  
14 d'autres "17 avril" qui avaient été évacués, et on a demandé à  
15 mon mari d'aller défricher la forêt de bambou tous les jours.  
16 Moi, je devais récolter le riz. Pour ce qui était de notre ration  
17 de nourriture, on nous donnait une demi-cannette de riz, mais ce  
18 n'était pas assez."

19 Prochaine partie civile, document D22/231. L'ERN en khmer est le  
20 00421213. Cette partie civile a déclaré:

21 "Avant le 17 avril 1975, ma famille habitait à Phnom Penh, un peu  
22 au nord du marché Orussey, près du cinéma. J'ai épousé Ouk Chea.  
23 Mon mari était un... c'était un ancien soldat de Lon Nol, et, moi,  
24 j'étais femme au foyer. Nous avons sept enfants; cinq étaient  
25 des garçons, et deux filles.

1 "Après le 17 avril 1975, des Khmers rouges vêtus de noir sont  
2 arrivés à Phnom Penh. Ils ont tirés des coups de feu en l'air et  
3 ont pointé leurs armes vers les habitants de Phnom Penh. Ils les  
4 ont forcés à quitter la ville vers la campagne. Le motif était  
5 que nous devions partir pendant quelques jours. Et nous avons  
6 obéi à leurs ordres par peur et nous avons dû y aller à pieds car  
7 nous n'avions pas de moyen de transport. Nous n'avions aucun  
8 moyen de transport. Nous avons dû marcher jusqu'à la sortie...  
9 enfin, pour sortir de la ville, et certains de mes jeunes enfants  
10 ont dû transporter des effets personnels. Et nous avons dû  
11 marcher avec les autres habitants de Phnom Penh pour quitter la  
12 ville vers l'est du pays. C'était pour obéir aux ordres.  
13 [11.35.56]

14 "Lorsque nous sommes arrivés à Neak Loeung, nous avons emprunté  
15 la route secondaire pour nous rendre dans le village natal de mon  
16 mari et nous espérions pouvoir y rencontrer sa famille à Takéo.  
17 Nous avons dû marcher pendant deux mois avant d'arriver à notre  
18 destination. Ce voyage a été très pénible. Je venais tout juste  
19 d'accoucher, deux mois plus tôt, et j'ai dû... enfin, nous avons dû  
20 marcher pieds nus pendant deux mois, sous le soleil, et nous  
21 n'avions pas assez de nourriture à manger ou d'eau à boire.  
22 J'avais beaucoup de pitié pour mes jeunes enfants. Ils pleuraient  
23 tout le temps car ils avaient faim.  
24 "Lorsque nous sommes arrivés dans le district de Samraong, de la  
25 province de Takéo, qui était le village natal de mon mari, je ne

45

1 me souviens pas exactement où nous étions, mais on a accusé notre  
2 famille d'être des '17 avril', et nous avons subi de la  
3 discrimination aux mains des Peuples de base qui étaient là. Et  
4 même la famille de mon mari nous a traités différemment. Nous  
5 n'avions pas les mêmes quantités de nourriture que recevaient les  
6 membres du Peuple de base."

7 [11.37.33]

8 Prochaine partie civile, le document D22/2751 - ERN en khmer,  
9 00556117:

10 "Le 17 avril, ma famille habitait à Phnom Penh. Mon mari était un  
11 soldat de Lon Nol. Ce jour-là, les Khmers rouges ont libéré Phnom  
12 Penh. Trois jours après, ils ont commencé à évacuer les gens hors  
13 de Phnom Penh. Et, à l'époque, ces soldats vêtus de noir ont tiré  
14 dans les airs, ont menacé les gens presque partout dans la ville;  
15 dans certains cas, même, ils ont tué les gens sur-le-champ, pas  
16 loin de là où j'étais. Ils ont dit que toute personne qui  
17 résistait aux ordres allait être tuée. Ils ont dit que toute  
18 personne qui venait d'un village en campagne devait y retourner  
19 pour que l'Organisation khmère rouge réorganise la ville.

20 [11.38.52]

21 "Alors que nous quitions la ville le long de la route numéro 2  
22 vers mon village natal, j'ai remarqué beaucoup de cadavres  
23 gonflés, et l'odeur était horrible. J'ai voyagé pendant plus d'un  
24 mois pour atteindre ma destination; c'était dans le village de Ou  
25 Ansa (phon.). Ma famille est restée là pendant trois jours.

1 "Et puis ils ont continué d'envoyer ma famille à Ta Am... dans le  
2 village de Ta Am, province de Takéo. Ma famille est restée là-bas  
3 pendant un certain temps. Et ensuite... ou, plutôt, les gens du  
4 village nous appelaient les "méprisables 17 avril" et ont forcé  
5 notre famille à travailler très dur. Nous travaillions beaucoup  
6 plus dur que les membres du Peuple de base, et ils nous ont donné  
7 beaucoup moins de nourriture. Si eux recevaient un bol de riz,  
8 nous, nous n'en recevions qu'un demi-bol... pas du riz, plutôt,  
9 mais du gruau, de la soupe de riz."  
10 La partie civile ajoute aussi que son mari a été torturé à Prey  
11 Rumdeng, avant d'être exécuté.  
12 [11.40.22]  
13 Prochaine partie civile, document D22/519 - ERN en khmer,  
14 00496869. Cette partie civile déclare:  
15 "Au début de l'année 76, après que mon mari ait été tué, les  
16 Khmers rouges ont rassemblé ma famille et les ont mis dans un  
17 camion. Nous avons dû quitter notre village. Nous sommes partis  
18 dans un autre village. Les Khmers rouges avaient des camions. Ils  
19 nous ont fait monter dans les camions. Les '17 avril' étaient  
20 dans certains camions, et le Peuple de base, dans d'autres  
21 camions. En général, les camions des '17 avril' étaient bondés.  
22 "Sur le chemin, le long de la route 3 en direction de la province  
23 de Kampot, lorsque nous sommes arrivés dans la vallée de Bokor,  
24 il y avait sept camions chargés de '17 avril', et ils sont allés  
25 dans la vallée et ont fait débarquer tous les '17 avril' dans la



47

1    vallée. Pour ce qui est des camions où il y avait des Peuples de  
2    base, il n'y en avait que trois, et ils les ont envoyés dans le  
3    district... en fait, ils les ont emmenés jusque dans le district  
4    de Tuk Meas. J'avais des membres de la famille... des Peuples de  
5    base dans ma... Moi et ma famille étions sur les camions des  
6    Peuples de base et nous avons été envoyés au district de Tuk  
7    Meas."

8    [11.42.22]

9    Prochaine partie civile, D22/3623 - ERN en khmer, 00567828. Cette  
10    partie civile a déclaré ce qui suit:

11    "Avant 1975, j'étais soldat de Lon Nol et j'habitais dans le  
12    village de Koh Kong (phon.), province de Kandal.

13    "En 75, lorsque les Khmers rouges ont vaincu les soldats de Lon  
14    Nol, j'ai dû abandonner mon travail et j'ai essayé de cacher mon  
15    identité. Quand les Khmers rouges ont pris le pouvoir, ma famille  
16    a été évacuée. On nous a dit que l'Angkar allait réorganiser le  
17    pays et transformer le pays vers le socialisme et demandait à la  
18    population de se rendre dans la région Nord-Ouest du pays. Donc,  
19    à l'époque, nous avons dû partir à pied. Nous avons dû  
20    transporter nos effets personnels par nous-mêmes, sans aucun  
21    moyen de transport. Ça nous a pris plusieurs semaines avant  
22    d'atteindre Banteay Meanchey; à l'époque, c'était à Battambang.

23    [11.43.57]

24    "Donc, nous avons quitté le district Koh Thom et nous avons  
25    marché jusqu'à Kampong Chhnang, et nous nous sommes arrêtés à

48

1 Kampong Chhnang pendant quelques jours. Puis, l'Angkar a organisé  
2 une grande réunion et a réuni, donc, les '17 avril' et le Peuple  
3 ancien. Un cadre khmer rouge nous a dit que nous devons  
4 abandonner nos intérêts privés et personnels, que nous devons  
5 abandonner notre vieille mentalité du régime capitaliste, que  
6 nous devons avoir une nouvelle mentalité, une nouvelle  
7 conscience, que l'Angkar allait réorganiser le pays et allait  
8 créer une société égalitaire - il n'y aurait plus de pauvres ou  
9 de riches -, et que nous vivrions tous dans un socialisme propre  
10 - il n'y aurait plus de classe exploitante -, et que nous devons  
11 remettre notre propriété à la collectivité, que la société  
12 n'aurait plus de classes, et que nous devons travailler de façon  
13 automatique, qu'il n'y aurait pas de... nous devons tous nous  
14 mettre au travail, qu'il n'y aurait plus de classes. Donc, on  
15 nous a envoyés dans la zone Nord-Ouest et... notre famille a été  
16 évacuée vers le Nord-Ouest, et nous avons été dans une partie de  
17 la province de Battambang qui est aujourd'hui dans la province de  
18 Banteay Meanchey. Lorsque nous sommes arrivés dans ce village,  
19 les Peuples de base nous considéraient comme des '17 avril' ou  
20 Peuple nouveau, et l'Angkar nous a fait travailler avec le Peuple  
21 de base."

22 [11.46.07]

23 Prochain document: D22/1414. L'ERN en khmer, 00528133. Je cite:  
24 "Pendant la saison des pluies, pendant la saison du repiquage,  
25 nous avons été transférés à Pursat et nous étions sous

1   surveillance. Ma famille a été considérée comme faisant partie du  
2   Peuple du 17 avril. Partout où nous allions, on nous surveillait.  
3   Et l'on a demandé aux membres de ma famille quels étaient mes  
4   antécédents, que faisaient mes parents sous l'ancien régime. Et  
5   ils étaient très habiles à faire des entretiens... enfin, à poser  
6   des questions aux gens, et donc beaucoup de personnes ont  
7   finalement dit la vérité. Et les Khmers rouges, à l'époque,  
8   pouvaient connaître les véritables antécédents des gens, et,  
9   lorsque c'était le cas, ils les emmenaient par camion."  
10   J'aimerais maintenant présenter la dernière constitution de  
11   partie civile pour les premier et deuxième mouvements de  
12   population... phases des mouvements de population: document  
13   D22/2470. L'ERN en khmer, 00551851. Cette partie civile a déclaré  
14   qu'après le 17 avril 75, "les Khmers rouges ont évacué mon père  
15   et ma famille de Phnom Penh. On nous a relocalisés dans la  
16   province de Kampong Speu, dans le village natal de mon père.  
17   [11.48.45]  
18   "Lorsque nous sommes arrivés au village, les cadres khmers rouges  
19   ont réuni les '17 avril' dans un seul et même village. Le village  
20   s'appelait Phum Thmei, ou "Nouveau Village", et c'était dans la  
21   province de Pursat. Ce "Nouveau Village" a été créé précisément  
22   pour que les '17 avril' y habitent.  
23   "Jusqu'en novembre 76, les Khmers rouges... en novembre 76, les  
24   cadres khmers rouges ont fait venir mon père en soirée; ils l'ont  
25   convoqué avec d'autres '17 avril'. Ils voulaient que lui et

50

1 d'autres '17 avril' aillent planter des pommes de terre. Ils ont  
2 donc envoyé le groupe pour aller planter des pommes de terre  
3 jusqu'à 22 heures. Et, après avoir planté ces pommes de terre,  
4 ils ont arrêté mon père et l'ont torturé. Ils lui ont ouvert le  
5 ventre, ont pris son foie et l'ont fait cuire, puis ils ont  
6 demandé aux miliciens dans le village de surveiller ma famille.  
7 On nous a dit que nous étions de l'ancien régime, et ils nous ont  
8 maltraités.

9 "En 76, ils ont arrêté ma mère, mes frères et moi-même et ils  
10 nous ont tous incarcérés à Chrey O Pnov, connu comme étant  
11 l'endroit de la région... Ils ont forcé ma mère à travailler très  
12 dur et ne nous ont jamais donné assez de nourriture. Quand nous  
13 étions malades, nous ne recevions pas de médicaments, à part les  
14 crottes de lapin. Et ils nous ont battus. Nous n'avions même pas  
15 de domicile acceptable. Ils nous ont forcés à travailler très  
16 fort."

17 [11.51.50]

18 Ensuite, pour Tuol Po Chrey, j'aimerais dire... donc, j'aimerais  
19 proposer le document D22/1079 - ERN en khmer, 00518541. La partie  
20 civile a déclaré que, "en avril 75, les soldats khmers rouges se  
21 sont emparés du chef-lieu de Pursat et ont annoncé par  
22 haut-parleurs que les gens devaient évacuer... enfin, devaient  
23 quitter la ville et ont aussi demandé aux anciens responsables...  
24 responsables de l'ancien régime et les médecins, etc., devaient  
25 se présenter et aller les voir".

51

1 Le père de la partie civile a été convoqué à une réunion au  
2 centre de la ville... enfin, au centre... à l'auditorium de la  
3 ville de Pursat, a été emmené par camion et a disparu. La famille  
4 de la partie civile a aussi été tuée, tout comme ses enfants, au  
5 début de l'année 77.

6 Autre partie civile, maintenant: D22/1529 - ERN en khmer, 00...  
7 se terminant par 43: "Les Khmers rouges ont pris le contrôle de  
8 Pursat, et des gens donc ont été envoyés à Tuol Po Chrey. Les  
9 témoins... et des témoins ont vu beaucoup de cadavres à Tuol Po  
10 Chrey."  
11 [11.54.50]

12 Une autre partie civile, maintenant: D22/2811 (sic) - ERN en  
13 khmer, 00541770. Cette partie civile a déclaré que, "le 18 avril  
14 75, les soldats vêtus de noir qui portaient des armes ont forcé  
15 les gens à quitter pour accueillir le prince" et que des  
16 officiers allaient être emmenés pour recevoir de l'éducation.  
17 Ceux qui se sont identifiés et qui sont allés s'inscrire sur le  
18 registre des Khmers rouges ont été emmenés par camion et ont fini  
19 par être tués, car il y avait tant de cadavres qui ont été  
20 retrouvés à Tuol Po Chrey, dans la province de Pursat.

21 Prochaine partie civile: D22/1557. La partie civile a indiqué  
22 dans son formulaire de victime, à la page, en khmer, 00530391:  
23 "En 1975, nous étions d'anciens soldats commandos dans le  
24 district de Bakan de la province de Pursat quand les Khmers  
25 rouges sont venus. Ils se sont rendus, et on leur a dit de

52

1 quitter le village. À l'époque, nous avons été séparés en deux  
2 groupes: le premier, c'était les '17 avril', et le deuxième  
3 groupe était constitué du Peuple de base. Et on nous demandait  
4 constamment de dire à l'Angkar s'il y avait des officiers de  
5 l'ancien régime."

6 Un de ses frères était un ancien capitaine et soldat et il a été  
7 emmené à Tuol Po Chrey, où il a été exécuté.

8 [11.57.50]

9 J'aimerais parler d'une autre partie civile dont... que je n'ai  
10 pas encore mentionnée, D22/32 - ERN 00279757. Cette partie civile  
11 a déclaré que, "avant 1975, ma famille vivait autour du marché  
12 Orussey. Quand les Khmers rouges sont venus, ils ont évacué ma  
13 famille près de Borei Mouy Roy Khnang, près de Pochentong.

14 "À la fin de l'année... enfin, l'année n'est pas claire; ma  
15 famille a été évacuée de Pochentong au district de Bakan, dans la  
16 province de Pursat. Dans ce district de Bakan, ma sœur aînée a  
17 été tuée par les Khmers rouges... par les soldats khmers rouges.  
18 Quant à ma sœur cadette, elle est morte de maladie. J'ai vu le  
19 cadavre de ma sœur; il était gonflé.

20 "Et, en 1978, ma mère a dû voler de la nourriture... a dû voler  
21 la nourriture des porcs et elle a été envoyée à être rééduquée,  
22 mais elle a été ensuite... et cette personne, donc, a été remise  
23 en liberté... remise en liberté et a dû... mais a tué encore... a  
24 volé une fois de plus la nourriture des cochons. Puis ils ont été  
25 arrêtés. On a enchaîné ma mère et mon père et on les a emmenés.

1 On a demandé à mon père de s'agenouiller devant une fosse, et ils  
2 l'ont tué.

3 [12.00.07]

4 "Avant de les tuer, un des soldats khmers rouges a demandé à  
5 quelqu'un de tuer de mon père. Donc, ma mère m'a dit de rester  
6 bien loin des Khmers rouges. Ma mère ne voulait pas que je reste,  
7 mais je ne pouvais m'empêcher de regarder. Finalement, les  
8 soldats khmers rouges m'ont violée, et un des miliciens de mon  
9 village m'a dit de m'enfuir et d'aller dans une autre  
10 coopérative. J'ai finalement décidé de m'enfuir vers une autre  
11 coopérative. Mais, quand on a appris que j'habitais dans une  
12 autre coopérative, un des miliciens est venu me chercher et  
13 m'a... a menacé de me tuer et "sont" restés avec moi, et ce,  
14 durant toute cette période."

15 Monsieur le Président, j'en ai terminé pour ce qui est des  
16 constitutions de parties civiles. Bien entendu, il y a beaucoup  
17 d'autres parties civiles, mais je ne pense pas avoir le temps de  
18 citer les documents concernant l'ensemble de toutes les parties  
19 civiles.

20 [12.01.56]

21 M. LE PRÉSIDENT:

22 Merci.

23 Le moment est venu de suspendre les débats pour le déjeuner.

24 L'audience reprendra à 13h30.

25 La parole sera alors donnée aux équipes de défense, en commençant

54

1 par celle de Nuon Chea, laquelle pourra faire des observations ou  
2 présenter des objections concernant les principaux documents de  
3 l'Accusation et des coavocats principaux pour les parties civiles  
4 en rapport avec les phases 1 et 2 des transferts de population  
5 ainsi que le site d'exécution de Tuol Po Chrey et également des  
6 documents sur les structures militaires du Kampuchéa  
7 démocratique, tels qu'ils ont été présentés par les coavocats  
8 principaux pour les parties civiles ce matin. Les équipes de  
9 défense auront aussi l'occasion de présenter d'autres documents,  
10 comme indiqué dans le mémorandum E223/3, paragraphe 4, de la  
11 Chambre de première instance.

12 En ce qui concerne les documents ayant trait à l'entreprise  
13 criminelle commune, il en sera question ultérieurement.

14 Suspension de l'audience.

15 (Suspension de l'audience: 12h03)

16 (Reprise de l'audience: 13h38)

17 M. LE PRÉSIDENT:

18 Veuillez vous asseoir. Reprise de l'audience.

19 Je vois que l'Accusation demande la parole. Allez-y.

20 [13.39.02]

21 M. RAYNOR:

22 Merci, Monsieur le Président.

23 Avant la pause-déjeuner, la Chambre avait indiqué que la  
24 présentation sur les documents portant sur l'entreprise  
25 criminelle commune aurait lieu plus tard.



55

1 La Chambre pourrait-elle me dire, de sorte à ce que je puisse  
2 faire passer l'information à mes confrères au Bureau des  
3 coprocurateurs, si la Chambre s'était prononcée quant à la date à  
4 laquelle... ou, du moins, la date à laquelle elle entend entendre  
5 une présentation sur le rôle des accusés, que cela aurait pu  
6 avoir lieu mercredi - et c'est ce que nous avons cru comprendre.  
7 Nous comprenons bien que le calendrier est incertain vis-à-vis  
8 des audiences de la semaine prochaine, et surtout à la lumière de  
9 l'état de santé des accusés. J'espérais que la Chambre puisse  
10 nous donner quelques instructions sur ce point, car nous sommes à  
11 travailler sur différents thèmes aujourd'hui, en anticipation de  
12 la semaine prochaine, et nous apprécierions énormément que vous  
13 puissiez nous donner quelques précisions quant à ce que la  
14 Chambre souhaite faire la semaine prochaine.

15 (Discussion entre les juges)

16 [13.42.08]

17 M. LE PRÉSIDENT:

18 La Chambre a délibéré et elle vous informe de ses intentions... de  
19 ses intentions pour la semaine prochaine.

20 La Chambre prévoira la déposition de TCW-565 lundi si l'accusé  
21 Nuon Chea renonce à participer à l'audience pour la comparution  
22 de ce témoin. Donc, voilà le premier point.

23 Ensuite, présentation de documents sur le rôle des accusés. La  
24 Chambre prendra une décision. Cela devrait avoir lieu mercredi  
25 prochain, mais c'est, bien sûr, un calendrier provisoire; cela

56

1    dépendra de l'état de santé de Nuon Chea et de son équipe de  
2    défense. Les informations seront communiquées par courriel à  
3    toutes les parties demain après-midi, une fois que nous serons  
4    mieux informés.

5    M. RAYNOR:

6    Je vous remercie et je vous en suis reconnaissant.

7    [13.44.06]

8    Me PICH ANG:

9    Monsieur le Président, avant la pause-déjeuner, vous avez parlé  
10   des dates auxquelles vous entendiez tenir la présentation des  
11   documents sur le rôle des accusés et les CETC (sic). Maintenant,  
12   vous dites que la présentation sur le rôle des accusés pourrait  
13   avoir lieu la semaine prochaine.

14   J'aimerais donc savoir quelle serait la date envisagée par la  
15   Chambre pour la présentation des documents sur l'entreprise  
16   criminelle commune, si elle est pour avoir lieu après la  
17   présentation des documents portant sur le rôle des accusés.

18   [13.45.03]

19   M. LE PRÉSIDENT:

20   Je vous remercie de cette question.

21   Comme la Chambre l'a indiqué, il est peu probable qu'il y ait une  
22   audience sur la présentation de documents sur ces deux thèmes, le  
23   rôle de l'accusé et l'entreprise criminelle commune. Mais, si le  
24   Bureau des coprocurateurs informe la Chambre qu'ils seront en  
25   mesure de présenter des documents sur le rôle des accusés

57

1    mercredi prochain... ou, plutôt, le Bureau des coprocurateurs a  
2    informé la Chambre qu'ils étaient prêts à présenter des documents  
3    sur le rôle des accusés mercredi prochain. Il s'agit d'une  
4    nouvelle information.  
5    Pour ce qui est de l'entreprise criminelle commune, nous  
6    n'établirons pas tout de suite la date de cette audience. La  
7    Chambre prendra une décision en temps utile sur ce point.  
8    Bien entendu, la Chambre informera les parties avant la tenue de  
9    l'audience pour que vous puissiez vous préparer.  
10   Ce sera donc deux audiences différentes: la présentation des  
11   documents sur le rôle des accusés et ceux sur l'entreprise  
12   criminelle commune. L'audience sur les documents de mercredi  
13   prochain ne portera que sur le rôle des accusés.  
14   Je vois que la défense de Khieu Samphan demande la parole.  
15   Allez-y.  
16   [13.47.13]  
17   Me GUISSÉ:  
18   Oui. Merci, Monsieur le Président. Bonjour. Tout d'abord, bonjour  
19   à l'ensemble de la Chambre et des parties.  
20   Je veux simplement m'assurer, Monsieur le Président, que, dans le  
21   cadre des éléments médicaux à prendre, la situation de mon client  
22   était également envisagée, puisque, moi, je n'ai simplement que  
23   le dernier certificat médical en date du 22 janvier et qu'il  
24   serait utile que l'on ait des éléments précis pour effectivement  
25   savoir comment procéder la semaine prochaine.

58

1   Donc, je ne sais pas si vous avez des éléments nouveaux, mais,  
2   moi, je n'ai qu'un certificat médical en date du 22 janvier qui  
3   n'est pas extrêmement limpide quant à la possibilité de mon  
4   client d'assister à l'audience.

5   Donc, je voulais attirer votre attention sur ce point. Je vous  
6   remercie.

7   [13.48.16]

8   M. LE PRÉSIDENT:

9   Merci, pour ces informations.

10  La Chambre reçoit des renseignements sur l'état de santé de  
11  l'accusé Khieu Samphan et elle s'attend à ce qu'il sorte de  
12  l'hôpital cette fin de semaine. Si son hospitalisation se  
13  poursuit, la Chambre en informera les parties, mais cela  
14  viendra... la Chambre prévoit les audiences de la semaine  
15  prochaine selon les attentes qu'elle a établies, car elle  
16  s'attend à ce qu'il quitte l'hôpital la semaine prochaine, et, si  
17  ce n'est pas le cas, cela viendra changer le calendrier qu'elle a  
18  prévu en se fondant sur le principe que les audiences peuvent se  
19  tenir en présence de l'accusé, en application du Règlements  
20  intérieur. Certainement, si la situation évolue, la Chambre  
21  tiendra les parties informées.

22  Je vais maintenant laisser la parole aux équipes de défense, en  
23  commençant par celle de Nuon Chea. Vous pouvez maintenant faire  
24  des observations sur les documents qui ont été présentés ou  
25  soulever des objections... documents présentés par les coprocurateurs

59

1 et les parties civiles, documents portant sur les faits que j'ai  
2 rappelés ce matin.

3 [13.50.32]

4 De plus, il y a aussi les documents portant sur les structures  
5 militaires que les coavocats principaux pour les parties civiles  
6 ont présentés. Les équipes de défense peuvent aussi présenter  
7 eux-mêmes... elles-mêmes des documents portant sur ces... sur ces  
8 faits qui ont été rappelés dans le mémorandum E223/3, au  
9 paragraphe 4, c'est-à-dire les documents portant sur tous les  
10 thèmes énumérés dans ce chapitre 4... dans ce paragraphe 4, sauf  
11 le rôle des accusés et l'entreprise criminelle commune.

12 Me KOPPE:

13 Merci, Monsieur le Président. Madame, Messieurs les juges,  
14 bonjour.

15 Comme nous l'avons dit plus tôt, nous aimerions pouvoir faire nos  
16 observations et soulever nos objections par écrit, après que nous  
17 ayons reçu les instructions de notre client.

18 Voilà ce que nous avons à dire pour aujourd'hui.

19 [13.51.55]

20 M. LE PRÉSIDENT:

21 Merci, Maître.

22 Je laisse maintenant la parole à la défense de Ieng Sary.

23 Me KARNAVAS:

24 Bonjour, Monsieur le Président. Bonjour et... bon après-midi,  
25 devrais-je dire. Bon après-midi, Madame et Messieurs les juges,

60

1 et bon après-midi à tous et toutes.

2 J'ai quelques remarques liminaires qui ne dureront que quelques  
3 minutes, et ensuite cinq minutes d'observations sur les  
4 documents.

5 Je regrette d'avoir à rappeler cette question, c'est-à-dire celle  
6 de l'état de santé de mon client, mais je suis forcé de le faire  
7 car j'ai obtenu certains renseignements pendant la  
8 pause-déjeuner.

9 Le docteur qui est en fonction aujourd'hui a dit à So Mosseny,  
10 notre chargé de dossier, que Ieng Sary... ou, plutôt, que le  
11 médecin... le médecin a dit qu'il n'est pas en mesure d'évaluer si  
12 notre client peut suivre les audiences même lorsque notre client  
13 est éveillé.

14 [13.53.07]

15 Aujourd'hui, il a dormi une bonne partie de la journée ou presque  
16 toute la journée car il n'a pas réussi à dormir la nuit dernière,  
17 et le docteur peut attester de cela. Quand M. So Mosseny a  
18 demandé au médecin de le mettre dans le rapport, c'est-à-dire  
19 d'écrire dans le rapport médical qu'il n'était pas compétent,  
20 compte tenu de sa spécialisation médicale, pour faire... tirer une  
21 conclusion médicale à savoir si notre client est en mesure de  
22 suivre les audiences, il nous a répondu qu'il ne pouvait pas  
23 l'écrire dans le rapport médical, à moins d'entrer en contact  
24 avec le conseil pour vérifier... pour confirmer qu'il puisse le  
25 mettre dans le rapport, car c'est la marche à suivre habituelle.

61

1 Je trouve ça plutôt intéressant car c'est ce qu'on nous a dit  
2 hier. Et pourtant, en après-midi, nous avons eu un certificat  
3 médical indiquant que notre client pouvait suivre les audiences  
4 depuis la cellule de détention temporaire.  
5 [13.54.11]  
6 Si le médecin n'est pas habilité à se prononcer si notre client  
7 peut suivre les audiences ou non, comment peut-il ensuite écrire  
8 dans un certificat médical qu'il... que notre client peut le faire  
9 depuis la cellule de détention temporaire? Et pourquoi un médecin  
10 de service traitant notre client doit-il recevoir des  
11 instructions d'un conseil qui n'est même pas situé sur place, au  
12 tribunal, quant à ce qu'il doit verser au rapport?  
13 Autrement dit, il semblerait que les médecins vous induisent en  
14 erreur lorsqu'ils attestent que Ieng Sary peut suivre les  
15 audiences. Si le médecin n'a pas la formation personnelle  
16 nécessaire pour tirer cette conclusion, eh bien, cela signifiera  
17 que ses observations ne sont que de pures inventions, et nous  
18 demandons à ce qu'il y ait des médecins qui puissent procéder à  
19 de telles évaluations. Sinon, à quoi bon servent ces certificats  
20 médicaux quotidiens qui induisent en erreur?  
21 [13.55.38]  
22 Notre position est la même: il n'est pas en mesure de suivre les  
23 audiences et n'a pas renoncé à son droit. Je laisse, bien sûr, à  
24 la Chambre le soin de se prononcer là-dessus.  
25 Voilà les observations que je souhaitais faire sur le sujet de

62

1 l'état de santé de mon client.

2 J'aimerais maintenant parler des documents. J'ai trois choses à  
3 dire.

4 J'aimerais dire que j'inclus toutes les observations que j'ai  
5 déjà faites sur les preuves documentaires du type... qui ont été  
6 présentées aujourd'hui - je les inclus, donc, et je ne parlerai  
7 pas des documents à exclure -, que nous avons déjà évoqué ces  
8 catégories de documents, par exemple des articles de journal, des  
9 documents créés par des gouvernements, mais j'aimerais faire  
10 référence à deux documents particuliers qui ont été présentés par  
11 les coproccureurs.

12 Le premier porte la cote D199/26.2.132 qui a aussi reçu la cote  
13 E3/2666. C'est un document préparé par Jean-Louis Toffin,  
14 ambassadeur de France en Thaïlande. Et, hier, le procureur a lu  
15 une grande partie de ce document rédigé par l'ambassadeur Toffin.  
16 [13.57.43]

17 Dans ce document, l'ambassadeur répète une déclaration de général  
18 Sor Buon. Le document inclut aussi les opinions de l'ambassadeur  
19 sur la véracité des dires de ce général. Ce document est en date  
20 du 23 juin 1975. Donc, il s'agit d'un ouï-dire sur ouï-dire qui a  
21 maintenant été versé au débat, de façon assez dramatique,  
22 d'ailleurs, et l'Accusation a bien souligné les parties de ce  
23 document qu'elle voudrait que la Chambre retienne.

24 Dans une telle situation, comment la Chambre... comment la Défense  
25 [se reprend l'interprète] peut-elle vérifier ces informations?



1 Car, ni le général ni l'ambassadeur ne seront cités à  
2 comparaître, à ce que je sache. Et voilà donc pourquoi nous  
3 demandons humblement que ce type de documents soit laissé de côté  
4 par la Chambre de première instance.  
5 Certes, ils peuvent avoir un caractère informatif, mais lorsqu'il  
6 est impossible d'en vérifier la validité, quand les accusés n'ont  
7 pas la possibilité de confronter les témoins, quand on se trouve  
8 avec un document qui comprend... un document qui, lui-même, est  
9 ouï-dire, et fait état d'un autre ouï-dire, et pourtant qui a été  
10 lu à voix haute par le procureur...  
11 [13.59.50]  
12 Je comprends bien la procédure et je dirai donc que, advenant que  
13 la Chambre soit tentée de fonder ses considérations sur ce  
14 document, qu'elle le fasse avec toutes les limites possibles et  
15 qu'elle n'y accorde aucun poids, à moins de pouvoir vérifier et  
16 corroborer par le biais d'autres témoins qui viendront  
17 comparaître.  
18 Deuxième pièce... deuxième preuve documentaire: il s'agit d'un  
19 extrait vidéo qui a été passé hier. Je pense que c'est l'extrait  
20 vidéo numéro 12, E186.1R. Si je me trompe, j'espère que  
21 l'Accusation corrigera. Je pense que ça commence à 01.22-20.58.  
22 Tout d'abord, je félicite l'auteur de ce film vidéo. C'est une  
23 leçon pour le BCJI et peut-être même pour les coprocurateurs pour  
24 savoir comment procéder, se rendre sur place et recueillir une  
25 déposition. On peut se demander pourquoi ça n'a pas été fait et

64

1 pourquoi, à la place de ça, l'Accusation s'appuie sur des vidéos  
2 tournées par un cinéaste pour ensuite présenter ça comme un  
3 élément de preuve en demandant aux juges d'accepter cette pièce  
4 en tant qu'élément de preuve. Il aurait été préférable de faire  
5 venir un témoin susceptible d'être interrogé et contre-interrogé  
6 dans le cadre d'un débat contradictoire, puisque c'est là un  
7 droit qui est reconnu aux accusés par la Constitution  
8 cambodgienne.

9 [14.02.05]

10 À nouveau, au moment d'examiner ce type de preuve documentaire,  
11 nous demandons aux juges d'ignorer ces pièces, sauf si les  
12 témoins qui apparaissent dans les vidéos, sur les images,  
13 viennent ici, prêtent serment et déposent. Si les juges sont  
14 tentés d'accepter cette pièce, puisque ça a été le cas des juges  
15 d'instruction et des coprocurateurs - apparemment, le juge  
16 d'instruction n'a pas mené d'investigation, il n'a fait que de  
17 s'appuyer sur les enquêtes du DC-Cam et sur des images de ce type  
18 -... Si, donc, les juges devaient être tentés de tenir compte de  
19 ces pièces, il faudrait leur accorder un poids limité ou nul,  
20 faute de vérifications nécessaires.

21 Enfin, les coavocats principaux ont lu des extraits de  
22 constitutions de parties civiles. Ce sont des déclarations faites  
23 sans avoir prêté serment. Si les personnes en question ne  
24 viennent pas déposer dans le prétoire, ces déclarations doivent  
25 être prises pour ce qu'elles valent, et il faut leur accorder le

65

1 poids approprié, comme le prévoit le Règlement.

2 Merci. Je n'ai rien à ajouter. Nous n'avons aucune pièce

3 documentaire à présenter à ce stade. Merci.

4 [14.03.42]

5 M. LE PRÉSIDENT:

6 Merci.

7 Je donne la parole à la défense de Khieu Samphan.

8 Me GUISSÉ:

9 Merci, Monsieur le Président. Je ne serai pas très longue.

10 J'ai effectivement des observations sur les documents présentés

11 par les coprocurateurs et les parties civiles.

12 Mais, au préalable, je souhaiterais rectifier une erreur qui

13 apparaît sur les procès-verbaux, une erreur sur laquelle mon

14 attention a été attirée, et je tiens, au préalable, à m'excuser

15 auprès des interprètes de la cabine anglaise car je sais que les

16 contresens que j'entends rectifier ici sont dus à mon débit trop

17 rapide à l'audience de mardi... du mardi 22 janvier dernier. Cela

18 m'apprendra à ne pas m'appliquer à moi-même ce que je demande aux

19 autres. Donc, je fais un effort particulier pour essayer de

20 parler plus lentement.

21 [14.04.52]

22 Et donc, pour que mon intervention du 22 janvier soit claire, et

23 pas uniquement pour M. le juge Lavergne, je tiens à préciser ce

24 que j'ai dit en français à cette audience du 22 janvier, et c'est

25 un petit peu après 15 heures 38 et 40 secondes - là, je me base

66

1 sur le "draft" en français -, où j'évoquais le mémo E170 et le  
2 fait qu'au paragraphe 4 de ce mémo il était indiqué qu'il n'y  
3 avait pas de temps de réponse par les parties prévu aux documents  
4 présentés. Et je cite ce que j'ai dit en français à propos de la  
5 position de l'équipe de Khieu Samphan: "C'est comme ça que nous  
6 avons toujours envisagé ces audiences de documents et c'est pour  
7 ça que nous avons tenu, jusqu'à ce jour, la position que nous  
8 avons tenue."

9 Et ça se poursuit ainsi:

10 "Par contre - et ça, je tiens à le rappeler, je l'avais indiqué  
11 ce matin -, nous avons bien compris que les commentaires étaient  
12 ouverts aux accusés eux-mêmes, mais pas à leur équipe de défense.  
13 Voilà la précision que je tenais à apporter pour comprendre  
14 quelle a été la confusion jusqu'à présent, mais c'est la lecture  
15 de vos mémos. Excusez-nous d'y prêter une particulière  
16 attention." Fin de citation.

17 [14.06.28]

18 Je tenais à apporter cette précision parce que j'ai cru  
19 comprendre qu'en anglais on avait indiqué que nous n'avions pas  
20 lu le mémo de la Chambre et que nous n'y avions pas prêté  
21 attention. Bien au contraire. C'est une précision qui est  
22 importante. Elle est d'autant plus importante que ce que nous  
23 avons compris dans le mémo a, je pense, été compris de la même  
24 façon par l'ensemble des parties, compte tenu des échanges  
25 d'emails avec la juriste hors classe à ce sujet.

67

1 Et je précise... Et on me dit que je vais encore trop vite; c'est  
2 vraiment une très mauvaise habitude. Je précise qu'à cette  
3 audience du 22 janvier 2013, cette fois-ci à 15h41, répondant à  
4 M. le juge Lavergne par rapport à la position actuelle de la  
5 Chambre, compte tenu de la décision rendue par Mme le juge  
6 Cartwright, j'ai répondu: "Bien sûr. Aujourd'hui, c'est beaucoup  
7 plus clair et c'est complètement différent de ce que nous avons  
8 eu dans le mémo."  
9 Voilà. Je tenais à ce que, pour l'intégrité de la procédure, la  
10 version soit claire, à la fois en anglais et en français.  
11 [14.07.43]  
12 Et, cette remarque étant faite, j'en viens maintenant aux  
13 observations sur les documents qui ont été présentés par les  
14 coprocurateurs et les avocats des parties civiles.  
15 Première observation. Il est évident que les remarques de mon  
16 confrère Karnavas au sujet des documents qu'il a cités sont  
17 parfaitement justes, et nous nous y associons pleinement. Je  
18 rappelle, à cet égard, votre décision 96/7, dans laquelle vous  
19 aviez déjà envisagé le poids qui est à donner à ce type de  
20 documents lorsque ce sont des documents de personnes qui ne  
21 viendront pas témoigner à cette barre. Je vous demande, bien  
22 évidemment, d'appliquer votre jurisprudence en la matière.  
23 Je note également - ça, c'est un deuxième point - que, dans le  
24 cadre de sa présentation, M. le procureur a, de façon tout à fait  
25 habile - et, vraiment, nous saluons le travail qui a été effectué

68

1 -... a inséré parfois, à des moments où il citait certains

2 documents, des extraits vidéo.

3 [14.09.05]

4 Et là je dois faire une remarque particulière par rapport à ce

5 procédé, qui, s'il est, encore une fois, très habile et nécessite

6 beaucoup de travail, pose un problème au niveau de la manière

7 dont cela se présente en termes de preuve.

8 En effet, M. le procureur a été amené à citer des documents avec

9 des dates et, si j'ai bien compris, à illustrer son propos par

10 des extraits vidéo, et des extraits vidéo dont nous ne savons pas

11 à quel moment ils ont été filmés, dans quelles circonstances;

12 nous ne savons pas si ça a un rapport exact avec ce qui est dit

13 dans le document qui est cité. Et ce type de montage, s'il peut

14 être acceptable dans le cadre d'un documentaire, pour nous, dans

15 la manière de présenter une preuve dans une salle d'audience,

16 cela ne peut pas être acceptable parce que, encore une fois,

17 c'est insérer des éléments qui sont du ressort de la personne qui

18 a filmé avec les éléments qu'elle pourrait éventuellement donner

19 autour des circonstances de ces extraits vidéo et qui ne sont pas

20 du tout à la disposition des parties.

21 [14.10.19]

22 Et je tiens notamment à mettre en exergue les moments où l'on

23 voit des corps au sol de personnes dont nous ne savons pas dans

24 quelles circonstances elles ont pu être tuées et qui... Et là,

25 encore une fois, je rends grâce à M. le procureur, qui a indiqué

69

1 qu'il ne souhaitait pas diffuser le commentaire des vidéastes à  
2 ce moment-là parce qu'il pouvait être entaché de partialité,  
3 mais, en tout état de cause, ne pas savoir exactement à quelle  
4 date, dans quelles circonstances, qui sont les personnes que l'on  
5 voit au sol et donner l'impression, encore une fois, que l'on...  
6 que ces vidéos peuvent coller aux documents qui sont lus, cela  
7 pose un problème en matière de preuve.

8 Nous avons développé ces arguments dans le cadre des objections à  
9 certains versements de preuves documentaires vidéo, nous le  
10 soulignons, d'autant plus lorsqu'il s'agit d'une présentation  
11 faite par les coprocurateurs.

12 [14.11.23]

13 Et sur ce dernier point, puisque la question vidéo a été soulevée  
14 également par mon confrère Karnavas... Et je pense que la vidéo  
15 s'appelle "Une journée à Po Chrey" et c'est une... c'est un extrait  
16 d'un documentaire de M. Thet Sambath qui a été diffusé, donc, le  
17 23 janvier, à partir de 15h19. Il se pose évidemment, de la même  
18 façon que pour les déclarations écrites de personnes qui ne  
19 viennent pas témoigner à cette barre, le principe, évidemment, du  
20 contradictoire, qui plus est lorsque les questions qui sont  
21 posées, même si elles sont un travail journalistique important,  
22 ne sont pas forcément des questions que l'on peut poser dans une  
23 salle d'audience, et surtout lorsqu'on a des réponses qui vont  
24 jusqu'à la spéculation. Et là je renvoie à l'extrait qui a été  
25 présenté hier à 15h42, où on a un jeune homme qui suppose qu'il y

70

1     aurait pu y avoir des viols. Nous arrivons là à la limite de  
2     l'exercice de ce type de présentation de documents dans une salle  
3     d'audience.

4     Et je tiens à bien souligner ce point pour dire que, si,  
5     effectivement, il n'y a pas de témoins qui viennent en salle  
6     d'audience pour être confrontés aux différentes questions des  
7     parties, vous devez examiner ces preuves documentaires avec une  
8     particulière attention et une particulière prudence parce que,  
9     encore une fois, interroger, comme c'était le cas, un jeune homme  
10    qui parle de ses souvenirs de quand il avait 10 ou 12 ans, c'est  
11    quand même un petit peu problématique lorsque nous sommes dans le  
12    cadre d'une preuve criminelle.

13    [14.13.09]

14    Voilà les observations que j'avais à faire maintenant,  
15    aujourd'hui, à ce sujet, sous réserves, bien évidemment, d'autres  
16    commentaires que mon client, absent aujourd'hui, aurait à  
17    rajouter.

18    J'espère aussi que mon débit a été moins rapide et je prie encore  
19    une fois les interprètes de bien vouloir m'excuser pour mes  
20    oublis dans le cadre de ce débit.

21    M. LE PRÉSIDENT:

22    Je vous remercie.

23    La parole est à l'Accusation.

24    M. RAYNOR:

25    Monsieur le Président, quelques arguments.



71

1 Tout d'abord, je remercie nos éminents confrères de la Défense  
2 qui ont décrit ma présentation comme étant habile et bien  
3 présentée. Je remercie ma consœur. Bien sûr, ce n'est pas Steven  
4 Spielberg qui a tourné ça, mais c'est informatif pour la Chambre.  
5 [14.14.21]

6 En ce qui concerne la recevabilité et le poids à donner à ces  
7 pièces, ce sont des choses différentes. Tous ces documents sont  
8 recevables. Comme l'a bien dit hier la juge Cartwright, la  
9 recevabilité et le poids sont des concepts juridiques totalement  
10 distincts. Nous savons que la Chambre évaluera le poids de ces  
11 pièces.

12 Quant aux extraits du brigadier, il a été demandé à la Chambre  
13 d'examiner aussi d'autres éléments pour voir si celui-ci était de  
14 nature à être corroboré par d'autres récits.

15 J'aimerais rebondir sur un point soulevé par Me Karnavas.  
16 Celui-ci demande s'il y aura des preuves pour corroborer celle de  
17 la présentation.

18 Je prends un exemple. Peut-être que la Chambre a en tête une  
19 image apparaissant dans les vidéos: c'était un groupe de  
20 fonctionnaires de Lon Nol; ils sont debout dans une cour, c'est  
21 le 17 avril. Il s'agit d'une photo prise par Al Rockoff. En temps  
22 utile, si Al Rockoff vient déposer comme témoin, peut-être qu'il  
23 pourra dire à la Chambre ce qui est arrivé aux gens que l'on voit  
24 sur la photo.  
25 [14.15.55]

1 M. LE PRÉSIDENT:

2 Je donne la parole au coavocat principal cambodgien pour les  
3 parties civiles.

4 Me PICH ANG:

5 Merci, et bonjour à tous. Deux choses.

6 Concernant les observations de Me Karnavas, l'avocat de Ieng Sary  
7 - il a parlé du professionnalisme du médecin -, j'aimerais ici  
8 que des précisions soient apportées quant aux qualifications du  
9 médecin et quant à son expérience professionnelle. Je me demande  
10 si la défense de Ieng Sary peut mettre en cause les compétences  
11 d'un médecin dûment désigné.

12 [14.16.59]

13 Deuxième chose; c'est un point soulevé par la défense de Ieng  
14 Sary et celle de Khieu Samphan. Les avocats affirment que, dans  
15 les extraits vidéo qui ont été passés, on voyait apparaître  
16 certains témoins, et les avocats considèrent que ces extraits  
17 vidéo n'ont aucune valeur probante, dans la mesure où les témoins  
18 en question ne seront pas cités à comparaître en personne dans le  
19 prétoire.

20 Voici ce que j'ai à dire à ce sujet. Certes, la Défense doit  
21 avoir la possibilité de demander que ces témoins potentiels  
22 soient cités à comparaître. Si la Défense souhaite formuler une  
23 telle demande, si elle veut que des parties civiles viennent  
24 déposer dans le prétoire, ces parties civiles sont tout à fait  
25 prêtes à le faire.

73

1 Je vais laisser la parole à ma consœur.

2 Me SIMONNEAU-FORT:

3 Oui. Je voudrais simplement ajouter quelques mots en réponse aux  
4 observations de nos confrères de la Défense - en fait, plus  
5 particulièrement la défense de Ieng Sary - concernant les  
6 documents qui ont été présentés par les avocats des parties  
7 civiles.

8 [14.18.39]

9 D'abord, peut-être une observation générale. Je me demande s'il  
10 existe un moyen ou, en tout cas, peut-être une discipline, ici,  
11 qui permettrait qu'on ne revienne pas systématiquement sur des  
12 débats qui ont déjà eu lieu, sur des points qui ont déjà été  
13 débattus et qui ont déjà été tranchés. Je parle particulièrement  
14 du serment des parties civiles, puisque nous avons échangé des  
15 mémoires à ce sujet et que la Chambre a d'ailleurs rendu une  
16 décision à ce sujet.

17 À propos de ce serment des parties civiles, je voudrais encore  
18 dire qu'il est totalement déplacé de laisser penser que, sous  
19 prétexte que les parties civiles ne prêtent pas serment, ce  
20 qu'elles disent n'ont pas de valeur probante. Ce n'est pas parce  
21 qu'elles ne prêtent pas serment que ces près de quatre mille  
22 personnes mentent ou bien, à tout le moins, ont une imagination  
23 débordante. Et d'ailleurs, pour avoir écouté pendant des semaines  
24 des témoins qui prêtent serment et des parties civiles qui ne  
25 prêtent pas serment, ici, dans ce prétoire, je crois que nous

74

1    pouvons avoir une certaine idée de la franchise des parties

2    civiles qui ne prêtent pas serment.

3    [14.19.57]

4    Je voudrais également indiquer que le Règlement intérieur,

5    contrairement à ce qu'a pu laisser penser mon confrère, ne dit

6    pas qu'il faudrait donner un poids approprié aux déclarations de

7    parties civiles parce qu'elles ne prêtent pas serment. Au

8    contraire, le fait que les parties civiles ne prêtent pas

9    serment, c'est tout simplement un principe du droit

10   romano-germanique qui s'applique ici, et je suis au regret de

11   devoir encore le dire.

12   J'ajouterai enfin que mon confrère s'est plaint tout à l'heure

13   des déclarations qui sont des ouï-dire de ouï-dire. Eh bien, au

14   moins, avec les parties civiles, on a l'expression directe, sans

15   réserve, d'une personne qui était là entre 75 et 79, qui a vu,

16   qui a entendu et qui a vécu directement. Au moins, pour ces

17   témoignages, on ne peut pas parler de ouï-dire sur ouï-dire.

18   Voilà les commentaires que je souhaitais faire. Merci.

19   [14.21.10]

20   M. LE PRÉSIDENT:

21   Merci, Maître.

22   La parole est à Me Karnavas.

23   Me KARNAVAS:

24   Merci, Monsieur le Président.

25   Concernant le médecin, nous invitons la Chambre à demander au

75

1   médecin de déposer sur ses qualifications, si c'est une question  
2   qui turlupine les avocats des parties civiles.  
3   En ce qui concerne l'observation faite par le coavocat principal  
4   cambodgien comme quoi la Défense doit demander la citation à  
5   comparaître des témoins, y compris des parties civiles, je  
6   rappelle à l'avocat que la Défense n'a pas à assumer le fardeau  
7   de la preuve. C'est là un principe universel qui s'applique  
8   partout, y compris au Cambodge et devant ce tribunal. Ce n'est  
9   pas à nous de citer à comparaître des témoins.  
10   [14.22.05]  
11   Toutefois, si l'Accusation ou les parties civiles veulent  
12   s'appuyer sur une déclaration donnée, d'après nous, la pratique à  
13   adopter, compte tenu des procédures applicables, consiste à ce  
14   que le témoin vienne déposer sans... pour être contre-interrogé.  
15   Nous ne disons pas qu'il ne faut accepter aucune déclaration,  
16   mais nous disons que ces déclarations présentent des limites du  
17   point de vue de leur valeur probante.  
18   Je comprends bien ce qu'a dit l'Accusation, à savoir qu'il y a  
19   une grande différence entre la recevabilité et la valeur probante  
20   à accorder à une pièce quelconque, d'autant plus qu'ici nous  
21   sommes en présence de juges professionnels.  
22   En ce qui concerne les parties civiles, premièrement, nous avons  
23   le droit de faire des observations. On nous demande de faire des  
24   observations. Je ne vois pas pourquoi ils doivent s'exciter à ce  
25   point quand nous ne faisons que notre travail. C'est un fait,

1    cela fait partie de la vie: quand quelqu'un témoigne sans être  
2    sous serment, automatiquement, ses déclarations doivent avoir  
3    moins de valeur probante car il n'y a pas eu de serment. Si on  
4    fait prêter serment à des témoins, c'est parce qu'il y a à la  
5    clé, le cas échéant, en cas de mensonge sous serment, des  
6    sanctions; c'est ce qu'on appelle le parjure.

7    [14.23.41]

8    Un accusé ne prête pas serment, en droit romano-germanique,  
9    contrairement au Common Law, parce que il peut, en Common Law, se  
10    défendre par tous les moyens, y compris en mentant en toute  
11    impunité, parce que c'est au juge de découvrir la vérité. Ce  
12    n'est pas recommandé, mais c'est comme ça que ça fonctionne.  
13    Nous n'avons jamais laissé entendre... Et, ici, je m'adresse à  
14    Madame, très clairement. Nous n'avons jamais laissé entendre que  
15    les parties civiles mentaient, nous n'avons jamais laissé  
16    entendre que leurs déclarations n'avaient aucune valeur, mais  
17    nous mettons en évidence un fait: quand ces déclarations ont été  
18    faites, cela avait été fait sans serment.

19    Deuxièmement, quand une partie civile ne peut pas être interrogée  
20    dans le prétoire, cela place la Défense dans une situation encore  
21    plus défavorable parce que le témoignage ne peut pas être  
22    contesté ou examiné.

23    [14.24.46]

24    Quoi qu'il en soit, au nom de la défense de Ieng Sary, que les  
25    choses soient bien claires: nous reconnaissons le rôle vital des

77

1 parties civiles; nous reconnaissons qu'elles ont le droit de  
2 faire des déclarations sans prêter serment; nous reconnaissons  
3 que la Chambre a tout à fait le droit de prendre en considération  
4 les déclarations des parties civiles aux côtés des autres pièces  
5 en accordant... en appréciant le poids à accorder à ces pièces.  
6 Et je continuerai, comme mon confrère Ang Udom, de faire des  
7 observations lorsqu'on me demande de faire des observations.  
8 Merci.  
9 (Discussion entre les juges)  
10 [14.30.21]  
11 M. LE PRÉSIDENT:  
12 Afin d'apporter quelques précisions sur la question du médecin  
13 traitant du centre de détention et compte tenu des requêtes  
14 répétées de la défense de Ieng Sary, sur lesquelles la Chambre  
15 s'est prononcée à plus d'une reprise, même par écrit, et ensuite  
16 sur la question des parties civiles qui déposent devant la  
17 Chambre, à savoir si elles doivent être assermentées - la Chambre  
18 s'est prononcée sur cette question aussi -, en effet, nous sommes  
19 régis par la procédure romano-germanique, et le Code de procédure  
20 pénale du Royaume du Cambodge, et le Règlement intérieur des  
21 CETC.  
22 Afin d'apporter les précisions nécessaires, j'aimerais laisser la  
23 parole à la juge Cartwright, qui pourra jeter la lumière sur ces  
24 questions qui semblent demeurer obscures.  
25 Madame la juge, vous avez la parole.

1 [14.31.33]

2 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

3 Merci, Monsieur le Président.

4 Tout d'abord, pour répondre aux observations de la défense de

5 Ieng Sary à propos des... de l'état de santé de son client,

6 j'aimerais répéter ce que la Chambre a déjà statué - à deux

7 reprises, déjà: le médecin traitant doit faire rapport

8 directement à la Chambre de première instance sur tout changement

9 important à l'état de santé de l'un quelconque des accusés.

10 Il n'est pas utile pour des... enfin, que des personnes, des

11 profanes et des avocats qui n'ont aucune formation médicale,

12 d'exercer des pressions, de poser des questions au médecin, car,

13 en effet, ces rapports doivent se faire directement à la Chambre

14 de première instance.

15 Puis, comme mes collègues khmérophones n'ont pas compris le terme

16 en anglais "mendacious", en anglais, "mendacious" signifie que le

17 médecin ment, et cela n'est pas approprié dans ce prétoire, ou

18 même à l'extérieur du prétoire, d'ailleurs.

19 [14.33.06]

20 Sur la question de faire prêter serment aux parties civiles et

21 des conséquences, nous avons eu plusieurs débats à ce sujet. La

22 Chambre a pleine connaissance de ses responsabilités. Nous ne

23 voulons pas entendre ces arguments ad nauseam, ou fréquemment, si

24 peut-être on pouvait laisser de côté la maxime latine.

25 Dernier point: le calendrier des audiences de la semaine



1   prochaine. Monsieur le Président, alliez-vous le faire ou  
2   souhaitez-vous que je le dise?  
3   Donc, la semaine prochaine, nous avons dit que, sous réserve de  
4   l'état de santé de l'accusé Nuon Chea et tout dépendant de s'il  
5   renonce à son droit de participer, nous entendrons le témoin dont  
6   on a entendu la cote... non, le pseudonyme tout à l'heure, et  
7   cela aura lieu lundi.

8   Les indications que nous avons reçues, c'est que Khieu Samphan  
9   sortira de l'hôpital ce weekend et sera donc apte à participer la  
10  semaine prochaine.

11  [14.34.27]

12  Puis, mercredi, nous reprendrons l'audience sur la présentation  
13  des documents. La parole sera donnée au Bureau des coprocurateurs  
14  pour la présentation de documents qu'il juge importants pour  
15  illustrer le rôle des accusés.

16  Demain, il n'y aura pas d'audience, et vendredi suivant, qui a  
17  été décrété jour férié.

18  J'espère que, Monsieur le Président, j'ai été assez claire pour  
19  ce que vous entendiez communiquer aux parties.

20  M. LE PRÉSIDENT:

21  Merci, Madame la juge Cartwright, pour ces précisions. Je vous  
22  remercie aussi d'avoir informé les parties et le public des  
23  questions dont la Chambre a déjà été saisie de par le passé, sur  
24  lesquelles elle s'est prononcée, et d'avoir donné des indications  
25  quant au calendrier de la semaine prochaine.

80

1 Nous avons écoulé le programme des audiences de cette semaine.

2 Nous allons donc lever l'audience. Les débats reprendront lundi

3 matin, le 28 janvier 2013, à 9 heures, tout dépendant de l'état

4 de santé de l'accusé.

5 [14.36.50]

6 Un des accusés est toujours hospitalisé. Il faudra voir s'il

7 renonce à son droit de participer directement à l'audience. Et

8 nous exhortons la défense de Nuon Chea de faire savoir à la

9 Chambre le plus rapidement possible, à savoir demain, ce qu'il en

10 est afin que la Chambre puisse prévoir le calendrier des

11 audiences de la semaine prochaine.

12 Nous allons maintenant lever l'audience.

13 Gardes de sécurité, veuillez conduire l'accusé Ieng Sary au

14 centre de détention.

15 L'audience est levée.

16 (Levée de l'audience: 14h37)

17

18

19

20

21

22

23

24

25